



Distr.: Générale

CEA/TNG/CDSR/Forum/Invest.
Février 2002

Original: FRANÇAIS

**NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

**Centre de développement sous-régional
pour l'Afrique du Nord (CDSR)**

FORUM SUR L'INVESTISSEMENT EN AFRIQUE DU NORD

7-8 février 2002, Casablanca (Maroc)

RAPPORT

ECAC
CEA/TNG/CDSR/
Forum/Invest
F7455



Distr.: Générale 10303

CEA/TNG/CDSR/Forum/Invest.
Février 2002

Original: FRANÇAIS

**NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

**Centre de développement sous-régional
pour l'Afrique du Nord (CDSR)**

FORUM SUR L'INVESTISSEMENT EN AFRIQUE DU NORD

7-8 février 2002, Casablanca (Maroc)

RAPPORT

Table des matières

A- Introduction	1
- Contexte du Forum	1
- Objectifs du Forum	1
B- Participation	1
C- Cérémonie d'ouverture	2
D- Compte rendu des travaux	3
D1- Session plénière	3
- Investissement en Afrique du nord : Contexte et tendances ;	3
- Réformes en cours et opportunités d'investissement en Afrique du Nord ;	4
- le Financement des investissements ;	6
- Renforcement du secteur privé.	8
D2- Sessions spéciales	9
- Table ronde : Femmes entrepreneurs ;	9
- Rencontres Hommes/Femmes d'affaires ;	10
- Forum sur le capital humain	11
E- Cérémonie de clôture	12
Annexes	
- Annexe I : Communiqué final	15
- Annexe II: Allocutions	21
- Annexe III : Programme provisoire des travaux	47
- Annexe IV : Motion de remerciements	53
- Annexe V : Liste provisoire des participants	55

A- INTRODUCTION

Contexte du Forum

1. Le Forum sur l'Investissement en Afrique du Nord concerne les sept pays d'Afrique du Nord, à savoir : Algérie, Egypte, Libye, Maroc, Mauritanie, Soudan et Tunisie.
2. Le Forum a réuni des opérateurs du secteur privé et des responsables gouvernementaux des sept pays d'Afrique du Nord, des investisseurs étrangers, des banques et autres institutions financières, des fonds nationaux et régionaux d'investissements ainsi que des organisations régionales et internationales spécialisées. Le Forum était un espace de dialogue interactif et d'échange d'expériences concrètes, y compris de témoignages, entre tous les participants.

Objectifs du Forum

- 1- Etablir un dialogue sur les voies et les moyens de promouvoir les investissements en Afrique du Nord ;
- 2- Renforcer les liens de partenariat entre les opérateurs du secteur privé en Afrique du Nord ;
- 3- Identifier et exploiter les opportunités d'investissements en Afrique du Nord.

B-PARTICIPATION

3. Plus de trois cent cinquante participants ont assisté aux travaux du Forum. L'analyse de la composante de la participation montre une grande diversité au plan des pays et des organisations.

- Tous les pays de la sous-région étaient représentés: Algérie , Egypte, Libye, Maroc, Mauritanie, Soudan, Tunisie, ainsi que d'autres pays du bassin méditerranéen et du golfe.
- Chambres de commerce extérieures : France, Espagne, Italie.
- Organisations: AAAI, AOAPC, BAD, Banque mondiale, BID, CEN SAD, CIDC, CNUCED, FAO, OADA, PNUD, UMA.

4. Globalement, le niveau de représentation a été celui de très hauts responsables gouvernementaux, économiques et financiers, notamment :

- Des ministres;
- Un ancien Premier Ministre français et ancien Commissaire européen;
- Des anciens ministres;
- Des Présidents ou représentants de chambres de commerce et d'industrie de la sous-région;
- Des hauts représentants de banques centrales;
- Des Présidents de banques des pays membres;
- Des Présidents directeurs généraux d'entreprises;
- Des hauts représentants d'organisations financières internationales.

La liste des participants figure en annexe du présent rapport.

C-CEREMONIE D'OUVERTURE

5. La cérémonie d'ouverture du Forum a été présidée par Son Excellence Monsieur Abderrahman Youssoufi, Premier Ministre du Maroc, lequel a prononcé l'allocution d'ouverture officielle du Forum. Au cours de ladite cérémonie, les personnalités ci-après ont à leur tour pris la parole pour prononcer une allocution. Il s'agit de : Son Excellence Monsieur Nourredine Boukrouh, Ministre algérien de la participation et de la coordination des réformes, Madame Rima Khalaf Hunaidi, Sous-Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, Administrateur assistant et Directeur du Bureau régional du Programme des Nations unies pour le développement pour les Etats arabes, Madame Lalla Ben Barka, Secrétaire exécutif adjoint de la Commission économique pour l'Afrique, et Monsieur Hani Salim Sonbol, Directeur régional de la Banque Islamique de développement.

Les textes de ces discours figurent en annexes du présent rapport.

D- Compte-rendu des travaux

D1 –Session plénière

Investissements en Afrique du Nord: Contexte et Tendances

6. Lors de cette première session, les présentations ont été faites par M. Felfali Yamani, Président du Groupe Egyptien pour les investissements ; M. Driss Guerraoui, Professeur de Sciences économiques et Conseiller du Premier Ministre du Royaume du Maroc ; Mme. Nezha Benabess Taarji et M. Xavier Alphaize de la CNUCED ; et par M. Aymen Kacem du Centre islamique pour le développement du commerce.

7. M. Felfali Yamani a présidé cette session. Dans son discours il a mis en relief les atouts de la sous-région d'Afrique du Nord, lesquels comprennent des ressources naturelles peu exploitées, une main d'œuvre importante, vue qu'elle émigre facilement, un marché important et prometteur de plus de 280 millions de personnes, et des relations politiques favorables. Malgré ces conditions, le commerce et l'investissement intra-régionaux demeurent faibles.

8. Pour renforcer le rôle des investisseurs et des entrepreneurs dans la sous-région, il a suggéré de créer deux instances, une Commission permanente du Forum pour suivre la mise en oeuvre des recommandations du présent Forum et organiser des événements similaires dans le futur et un Conseil des Hommes d'Affaires d'Afrique du Nord. Pour créer les conditions favorables à l'investissement dans les pays de la sous-région, M. Felfali a recommandé la création d'un bloc économique des pays d'Afrique du Nord, à l'instar des pays du Golfe et de ceux d'Afrique Australe. L'une des premières tâche de ce bloc serait la construction d'une route liant le Soudan à la Mauritanie et l'interconnexion électrique entre les pays de la sous-région.

9. Dans sa présentation, M. Driss Guerraoui a mis en relief les facteurs qui font de l'Afrique un continent porteur. Ces facteurs comprennent (i) le poids autant démographique qu'économique du continent qui font de ce dernier un marché potentiel important et (ii) une source impressionnante de ressources naturelles non exploitées. Pour répondre aux défis de la globalisation qui incluent l'importance du marché mondial pour les économies nationales, le processus d'éviction sélective des capitaux extérieurs, la compétitivité construite et la sélectivité méritée, l'Afrique a besoin d'une dynamique endogène pour accroître ses avantages comparatifs de manière durable. Pour cela le continent devrait mettre en marche 4 dynamiques (1) d'économie sociale de marché (2) de développement du capital humain (3) de démocratisation et de participation (4) et de transformation culturelle.

10. La présentation de Madame Nezha Benabess Taarji de la CNUCED a mis en relief, sur la base des données qui se trouvent dans le rapport de la CNUCED "World Investment Report, 2001", les tendances actuelles de l'investissement étranger en Afrique du Nord. Elle a noté que ce dernier reste très faible et se concentre essentiellement dans trois pays: Tunisie, Egypte et Maroc. Cette tendance est expliquée essentiellement par les politiques de privatisation, les mesures prises pour

attirer l'investissement (codes d'investissements et autres), et les efforts entrepris pour améliorer la capacité administrative des pays de la sous-région . Ces derniers devraient capitaliser les opportunités que pourraient offrir un marché unique avec l'Union Européenne, a-t-elle souligné.

11. M. Aymen Kacem a abordé la question des flux d'investissements entre les membres de l'Organisation de la Conférence Islamique et les pays de l'Afrique du Nord. Après une présentation dans laquelle il a montré la faiblesse des flux entre les pays de l'OCI et les pays de la sous-région , il a souligné l'importance d'offrir aux investisseurs étrangers un traitement similaire aux nationaux, d'appliquer des règles transparentes dans les opérations et d'éliminer les privilèges, de créer un cadre légal pour réguler le marché, et d'adopter des politiques qui facilitent l'accès du secteur privé au crédit.

12. La dernière présentation a été celle de M. Xavier Alphaize de la CNUCED qui a abordé le thème du développement des ressources humaines sous l'angle du renforcement des capacités de formation dans le domaine du commerce international et de l'investissement. En explicitant le contenu du programme « Train for trade », M. Alphaize a mentionné la formation des formateurs, l'adaptation locale du matériel pédagogique, le développement de la formation à distance et l'introduction d'amélioration et de réformes sectorielles comme faisant partie de ses composantes essentielles. Il a précisé que les formations couvrent des domaines précis tels, la législation et la concurrence, les transports, le commerce électronique, la négociation d'accords internationaux, entre autres. En terminant, il a indiqué que la CNUCED organise ce programme avec pour objectif son appropriation par les pays demandeurs, d'où la mise en place de comités pédagogiques nationaux/régionaux y afférents.

Réformes en cours et opportunités d'investissement en Afrique du Nord

13. Au titre de cette session, des responsables de haut rang, au niveau de directeur, directeur général et sous-secrétaire d'Etat de la sous région de l'Afrique du Nord, ont passé en revue les réformes mises en place ou en cours dans le domaine de l'investissement dans leurs pays respectifs en mettant notamment en relief les éléments clés et aspects novateurs qui constituent ces réformes. Dans l'ensemble des pays, ces réformes ont été opérées dans le contexte global de libéralisation de l'économie, du processus de privatisation dans certains domaines prioritaires de l'économie, et en privilégiant le partenariat entre les pays. Les intervenants ont également noté l'instauration d'un guichet unique jouant le rôle de vis à vis unique des investisseurs à l'exception du Maroc, où sur le plan institutionnel, des centres régionaux ont été mis en place sous la présidence des walis des régions (gouverneurs).

14. Dans ce contexte, Madame Hafida Mouissat, Directrice de la promotion et du suivi de l'investissement en Algérie a exposé les conditions de réalisation de l'investissement en **Algérie** dans le cadre du nouveau dispositif pour la promotion de l'investissement mis en place par l'ordonnance No 01-03 du 20 août 2001. Dans ce même contexte, Madame Fatma Mohamed Abdel Bary sous-secrétaire d'état , General Authority for Investment , Industrial Zones Sector (GAFI) en **Egypte**, a indiqué que le rôle de guichet unique est assuré par le GAFI, établi par décret en août 1997. Elle a

aussi souligné le fait qu'outre les industries de transformation, les industries légères, le tourisme lesquels sont généralement les centres d'intérêts des investisseurs, des opportunités d'investissement existent également dans d'autres domaines notamment de la production électrique, pharmaceutique, du pétrole, du gaz, de l'infrastructure et des communications.

15. Dans sa présentation, M. Kelly Oumar Sade, Directeur de la promotion de l'investissement privé en **Mauritanie** a passé en revue les différentes réformes établies dans le cadre de la nouvelle loi décrétée en janvier 2002 régissant le Code de l'investissement en Mauritanie et a mis l'accent notamment sur celles ayant trait à la fiscalité et aux droits communs. Il a indiqué qu'un comité de concertation a été mis en place pour assurer le suivi de ces réformes. Dans ce contexte, il a présenté les avantages accordés aux IDE dont notamment le régime particulier réservé aux activités exportatrices, sur l'emploi d'expatriés et les facilités administratives. Parmi les domaines offrant des opportunités d'investissement, il a été cité notamment le secteur des mines, l'agriculture, le tourisme, l'industrie de transformation et le secteur de la pêche. Il a également indiqué que des résultats encourageants ont été enregistrés dans le domaine des téléphones mobiles et ce, en, partenariat avec Maroc Telecom.

16. M. Khalid Mohamed Sayed, Directeur général de l'investissement au **Soudan** a exposé les réformes instaurées au Soudan pour la libéralisation générale de l'économie depuis 1990, notamment du commerce. Il a par ailleurs fait constater la création d'un grand nombre d'entreprises et l'arrivée de plusieurs investisseurs dans le cadre de la nouvelle loi sur l'investissement (2001). Il a également noté les opportunités d'investissement dans certains domaines notamment de l'agriculture, de la production animale, de la pêche, du pétrole et du fer.

17. L'intervention de Madame Mongia Khemiri, Directeur général au Ministère de la Coopération internationale et de l'investissement extérieur en **Tunisie** a porté sur les expériences de l'Afrique du Nord en matière d'IDE. Elle a notamment cité, quelques domaines privilégiés en matière d'investissement tels l'agriculture, la pêche et l'environnement ainsi que des secteurs encourageants, notamment les industries manufacturières. Elle a souligné l'importance des mesures d'accompagnement y compris une campagne de sensibilisation à l'intention de l'administration. Malgré l'accélération du rythme de création des entreprises et le flux des IDE en Afrique du Nord, Madame Mongia Khemiri a noté que ce dernier reste faible par rapport aux flux observés dans le monde. Ceci est dû en partie à un manque d'adaptation des ressources humaines, par ailleurs disponibles, aux exigences de l'entreprise. Dans sa conclusion, Madame Mongia Khemiri a émis quelques recommandations notamment en vue d'un développement d'un avantage comparatif régional, le développement d'un système d'information intra-régional, le développement de pôles d'excellence dans la région et la création d'un fonds régional pour le financement de la recherche et développement.

18. Dans sa présentation, Madame Hassan Bernoussi, Directeur des Investissements extérieurs, a évoqué les réformes en cours au **Maroc** dans le domaine de l'investissement et a mis l'accent sur l'option volontariste de subventions de certains investissements ainsi que la participation financière de l'Etat au niveau des projets. Des secteurs à fort potentiel avec une rentabilité immédiate comme le tourisme,

l'électronique, l'automobile, l'agro-industrie et les produits de la mer ont été mentionnés comme étant des domaines susceptibles d'intéresser les investisseurs. La nécessité et l'importance du partenariat a été particulièrement soulignée et à ce titre l'exemple de Maroc Telecom en Mauritanie a été cité.

19. Les commentaires et les débats qui ont suivi les différentes interventions s'articulaient autour de la question principale, à savoir comment attirer les investissements étrangers et à cet égard, quels sont les facteurs déterminants pour un environnement propice à l'investissement. Dans ce contexte, il a été notamment souligné l'importance de l'aspect macro-économique, de la stabilité et prévisibilité, de la maîtrise de l'inflation, de la liberté des opérations de change, de la libéralisation des échanges extérieurs et du commerce international, comme des éléments clés pour la promotion et la durée de l'investissement.

20. Il a aussi été noté que sur le plan international, l'accent devrait être mis autant sur l'augmentation du volume des investissements que sur l'amélioration de l'efficacité en faveur des investissements les plus productifs. Les exemples de cinq pays émergents en matière d'IDE à savoir, la Chine, le Brésil, le Mexique, l'Argentine et le Portugal ont été notamment cités. Ces derniers ont absorbé à eux seuls 85% des investissements étrangers directs durant les dix dernières années.

21. A la question de savoir quel investissement développer, pour quoi et pour qui, il a été souligné, entre autres, que l'objectif recherché par les IDE doit aller au-delà du simple profit et doit s'intégrer dans l'objectif global du développement humain. La question de la durée des IDE a aussi été largement débattue. L'investissement, d'une façon générale et en ce temps de globalisation, doit rester avant tout national, fondé sur l'épargne et l'effort national et qu'il doit servir de fondement aux investissements étrangers.

22. Quelques entrepreneurs et investisseurs ont témoigné de cas de réussite en matière d'investissement. Dans ce contexte, les performances et la vision stratégique du groupe hôtelier ACCOR, présent en Tunisie, Egypte et Tunisie ont largement été exposées par M. Fouad, Chraïbi, Président de la Société RISMA. ACCOR. Maroc et celles du Groupe Khalifa en Algérie par Madame Jaouida Jazaerli Kebbach. Egalement dans le cadre des témoignages, des présentations ont été faites par Madame Leila Mekuria, Assistant managing Director, The Safari Lodge, Nazareth, Ethiopie, par Madame Aziza El Aouad, entrepreneur, Maroc et par Madame Fatma Abu El Ezz, Présidente, Egyptian Business Women's Association, Egypte.

Le Financement des investissements

23. L'exposé de Mme. Nezha Lahraichi, Professeur d'économie et Conseiller du Premier Ministre du Royaume du Maroc, a porté sur la question de la bourse dans la sous-région. Sa présentation s'est basée sur les résultats de "l'Atelier sur les marchés de capitaux en Afrique du Nord", organisé à l'initiative du Centre de développement pour l'Afrique du Nord (CEA, Nations Unies) le 6 février 2002 à Casablanca (Maroc). Du diagnostic il en ressort que les marchés financiers des pays de la sous-région ont tous connu le même processus de libéralisation, lequel s'est effectué de manière

pragmatique et graduelle. Elle a aussi souligné le caractère structurel de ces réformes, lesquelles ont permis de mieux connecter le marché des capitaux et de financer le déficit budgétaire selon la logique du marché. Cependant, l'un des effets espérés de ces réformes ne s'est pas matérialisé car les bourses de la sous-région ne participent que de manière marginale au financement des investissements.

24. Quatre facteurs pourraient expliquer cette situation: Le manque de capacité d'absorption et d'assimilation des réformes entreprises, les résistances culturelles des entreprises, le manque de communication et de pédagogie du risque, et le manque de confiance.

25. A la question de que faire pour développer un marché des capitaux solide dans la durée, elle suggère de renforcer la demande à travers le développement de la protection sociale pour recycler les capitaux sociaux et ainsi se situer à la frontière du social et de l'investissement; de lier les politiques sectorielles et le développement de la bourse; et de favoriser l'intégration régionale à travers les institutions en attendant que les opportunités d'investissements s'ouvrent.

26. Les commentaires et les débats qui ont suivi les trois exposés de la session III, ont porté sur les réformes des systèmes financiers menées aux niveaux nationaux. Les participants ont noté la nécessité d'harmoniser les différents organes chargés de l'investissement au niveau national en vue d'adopter un Code unique de l'investissement; la création au sein des banques de structures de risques pour répondre aux besoins spécifiques des jeunes entrepreneurs; et la privatisation des entreprises publiques comme préalable à la réforme du système financier.

27. Les participants ont aussi souligné que la question de l'investissement intra-régional se pose dans un contexte plus global qui se caractérise par la faiblesse des liens économiques (commerciaux, productifs et financiers) entre les pays de la sous-région . L'idée que des investissements communs permettraient la construction de passerelles entre les pays, et faciliteraient, ainsi, la création d'institutions communes a été avancée. Pour cela, des recommandations ont été faites comme celle de créer le Fonds Maghrébin de l'Investissement pour financer des projets communs et de mener une étude stratégique sur les opportunités d'investissements en Afrique du Nord. Des rencontres similaires à ce Forum pour réunir les opérateurs du secteur privé devraient être organisées de manière régulière.

28. Les relations économiques entre les pays de la sous-région , y compris l'investissement, seraient aussi amplement renforcées par des mesures comme la création d'un mécanisme de coordination entre les banques centrales de la sous-région en vue d'atteindre d'abord le stade de la convertibilité et de la monnaie unique, ensuite. Face à cette préoccupation , le représentant de l'UMA a informé les présents que cette institution a entamé le projet de création de la Banque Maghrébine du Commerce Extérieur.

29. La question de la politique des bas salaires pour attirer l'investissement direct étranger (IDE) a été abordée durant le débat. Une compétition malsaine se serait instaurée entre les pays de la sous-région qui devraient, pour la dépasser, réfléchir sur les voies et les moyens de passer à autre stade de l'IDE.

Renforcement du secteur privé

30. Mme. Leila Khaiat, Présidente de la Chambre nationale des femmes Chefs d'entreprises et Présidente des Femmes Chefs d'entreprises mondiales, s'est dite honorée de présider une séance aussi importante compte tenu du rôle moteur dévolu au secteur privé dans le développement. Elle a ensuite invité les panélistes à se focaliser sur les obstacles entravant les activités de développement de ce secteur et à proposer des remèdes aux multiples maux qui l'assaillent.

31. Le représentant de la Chambre de commerce et d'industrie de Tunis, M. Lassad El Beji a insisté sur la mainmise de l'Etat qui fut longtemps en vigueur. Parmi les aspects positifs, il a signalé les réformes pour assainir le cadre macro-économique qui ont permis à la Tunisie de promouvoir un développement impulsé par le secteur privé avec à la clé une hausse régulière du revenu national par habitant. Parmi les remèdes préconisés, il a cité le renforcement des marchés financiers, l'amélioration de la compétitivité des entreprises, la préservation des ressources naturelles, l'eau en particulier, ainsi que la recherche d'une éducation de qualité.

32. Le représentant de la Société islamique de promotion du secteur privé- filiale de la BID, M. Karim Ouzir, a présenté les activités de son organisme. A ce titre, il a indiqué que la garantie des investissements constitue une activité majeure de la BID.

33. Le représentant de la Banque africaine de développement, M. Mohamed Bourenane, a fait une communication sur les conditions essentielles au développement du secteur privé dans laquelle il a relevé en particulier, le pouvoir d'achat comme facteur déterminant pour le développement des entreprises privées. Il a cependant mis en garde contre une minimisation du rôle de l'Etat qui demeure un acteur important. Dans cet ordre d'idées, il a cité les taux d'investissement et d'épargne qui demeurent insuffisants. Par ailleurs, a-t-il laissé entendre, le partenariat entre le secteur public et celui privé demeure fondamental pour faire de ce dernier un facteur de croissance durable.

34. Mme Leila Worku, responsable d'entreprise (Ethiopie) a fait l'exposé de son expérience d'entrepreneur dans un environnement à priori peu favorable aux affaires.

35. M. Eltayeb Ahmed Osman, Président de l'Union soudanaise des Hommes d'affaires, a indiqué les progrès réalisés par le secteur privé soudanais. A force de revendication, il est par exemple parvenu à l'établissement de nouvelles lignes de transport aérien. Il a appelé aussi les entrepreneurs qui investissent en Europe et ailleurs à s'impliquer davantage dans le développement de leur propre région. Il a, pour terminer, soutenu l'idée que les entrepreneurs de la sous-région gagneraient à se rencontrer périodiquement pour débattre de leurs expériences respectives en vue d'en tirer leçons et solutions pratiques à certaines difficultés.

36. Les commentaires faits par d'éminentes personnalités parmi lesquelles, l'ancien Premier ministre français, Mme Edith Cresson, Monsieur Jean-Baptiste Leccia, Professeur à l'Ecole supérieure de commerce de Marseille (France), et le Président de la confédération des PME du Maroc, M. Benyoussef El Hachemi, ont fait ressortir les principaux points suivants: les coopérations Nord-Sud et Sud-Sud sont d'une

importance capitale ; la relance de l'industrie est indispensable; Les structures publiques doivent devenir plus performantes dans un contexte de libéralisation.

D2- Sessions spéciales

Table Ronde: Femmes entrepreneurs

37. Dans sa présentation d'ouverture Mme. Joséphine Ouedraogo, Directrice du Centre Africain des femmes (CEA, Nations Unies), a mis l'accent sur le défi de la pauvreté auquel l'Afrique doit faire face et sur la conséquente responsabilité sociale des investisseurs. D'où la nécessité de répondre aux questions que soulève cette dure réalité Africaine: quels investissements, pourquoi et pour qui?

38. Sur cette note le débat a été ouvert. La projection sociale de tout investissement a été soulignée par les femmes entrepreneurs vu que, selon celles-ci, l'économie devrait être au service des sociétés et non l'inverse. En plus, ont-elles ajouté, elles sont conscientes que la situation sociale des travailleurs a un impact sur leur rentabilité. Cependant, il a été noté que les entrepreneurs, surtout les exportateurs, doivent faire face à un marché très compétitif qui les pousse à réduire leurs coûts, limitant ainsi les possibilités d'adopter une politique sociale adéquate.

39. Cette situation est accentuée par la crise économique que connaît actuellement l'économie mondiale et qui les affecte lourdement ainsi que leurs travailleurs vu que la demande extérieure a considérablement baissé. Cette crise a mis en évidence l'extrême vulnérabilité de leurs entreprises aux aléas des marchés et de la politique extérieurs. Ce Forum est pour elles une opportunité d'établir des contacts avec leurs homologues de la sous-région .

40. Dans ce contexte, ont-elles souligné, les accords bilatéraux signés par les pays de la sous-région n'ont fait que quadriller la sous-région et limiter encore plus les contacts entre investisseurs et entrepreneurs de la sous-région , femmes et hommes. Elles ont mis en exergue la nécessité de faire de l'intégration sous-régionale une réalité et que les femmes devraient y être pleinement impliquées.

41. Les complémentarités entre les femmes entrepreneurs de la sous-région devraient être mises en exergue pour ainsi les transformer en opportunités. Cette complémentarité est d'autant plus pressente que les coûts nationaux des petites et moyennes entreprises, secteur où se concentrent la majorité des femmes entrepreneurs, sont très élevés. Elles ont recommandé de promouvoir des jumelages de PME à l'échelle nationale et sous-régionale de manière à réduire les coûts des entrants et des services.

42. Le processus de globalisation requière de la part des femmes entrepreneurs des efforts d'adaptation et de création d'alternatives sur la base du savoir féminin, des NTIC et du tourisme, secteurs où les complémentarités existent dans la sous-région. Un recensement des expériences les plus intéressantes et des entreprises leaders dans ces secteurs serait souhaitable. En plus, les femmes devraient aller au-delà du

partenariat pour créer des alliances afin, entre autres, d'organiser ensemble des missions de prospection d'affaires. Une foire des produits des femmes entrepreneurs Arabes pourrait être organisée pour accroître la visibilité de leurs produits. Les participantes ont recommandé la création d'un e-kiosque où les femmes partenaires pourraient offrir leurs produits. L'installation de centres de proximité (centres d'initiatives locales) pour valoriser et fédérer les efforts de promotion et de renforcement des capacités des femmes entrepreneurs, y compris celles qui opèrent dans le secteur informel, a été recommandée.

43. L'importance de l'activité économique des femmes rurales a été mise en exergue vue que celles-ci gèrent très souvent des activités économiques informelles. Il est important de faire passer les entreprises de femmes du secteur informel vers le formel.

44. La Table ronde a permis aux participantes d'échanger des informations y compris sur l'existence d'une Association de femmes entrepreneurs Arabes, créée sous l'égide de la Ligue Arabe. En plus, les femmes entrepreneurs Tunisiennes ont invité les femmes entrepreneurs de la sous-région à exposer à l'EXPOFEMINA qui se tiendra à Tunis, du 4 au 12 avril 2002. Enfin, ESPOD, une organisation de promotion de l'entrepreneuriat féminin au Maroc, a aussi invité les femmes entrepreneurs à prendre part à la Bourse d'idées de projets qui sera organisée au Maroc durant le mois de mai 2002.

45. Les femmes entrepreneurs se sont penchées sur les modalités d'organisation du présent Forum et les moyens d'améliorer son efficacité dans le futur. Elles ont suggéré d'une part, de réduire les présentations institutionnelles et d'autre part, de multiplier les rencontres entre entreprises et investisseurs par secteur et par région. finalement, elles ont sollicité au Centre d'éditer les actes du Forum et de les diffuser, avec la liste des participants(es), à tous les présents (es) au Forum.

Rencontres Hommes/Femmes d'affaires

46. Une rencontre des hommes et femmes d'affaires s'est tenue dans l'après-midi du vendredi 8 février. Elle avait pour but de permettre aux différents opérateurs économiques d'Afrique du Nord, d'Europe et du Moyen- Orient de nouer des contacts utiles pour des partenariats potentiels. De nombreux secteurs étaient représentés : banques, assurances, sociétés d'investissement, tourisme, immobilier, agro-industrie, industrie pharmaceutique, télécommunications, tannerie et cuir, énergie, industries caoutchouc, plastique et textile, produits de la pêche, distribution, artisanat, matériel de sécurité, bureaux d'études et de conseil, organismes de promotion et d'investissements régionaux. Des discussions directes et très conviviales se sont instaurées et des ententes de partenariat se sont conclues de toute évidence entre les différents opérateurs et investisseurs. A l'issue de la rencontre, les opérateurs et investisseurs présents ont recommandé la mise en place d'un Forum économique Nord Africain permanent qui jouerait le rôle de catalyseur et de rassembleur d'idées et de projets porteurs et innovants dans la perspective d'une intégration économique sous-régionale et régionale.

Forum sur le capital humain

Groupe de travail pour la préparation du Forum sur le Capital humain

47. Le groupe de travail pour la préparation du Forum sur le capital humain s'est réuni dans l'après-midi du vendredi 8 février pour débattre sous la présidence de S.E. Monsieur Abdelhamid Aouad, Ministre de la prévision économique et du plan du Maroc. Les principaux objectifs de la discussion autour de la Note sur la préparation dudit Forum fournie par le Centre étaient d'aider précisément à enrichir le document en vue de l'organisation de cet événement.

48. Plusieurs intervenants ont insisté sur le contexte qui prévaut désormais : mondialisation et processus euro-méditerranéen. Le renouvellement rapide des connaissances et l'économie du savoir rendent aussi difficile la maîtrise des processus de formation. La compétitivité désormais très liée aux technologies et aux qualifications est également primordiale. Par ailleurs, le contexte social tendu dans lequel se trouvent les pays nord africains, notamment en raison du fort taux de chômage, oblige ces pays à y remédier le plus tôt possible. La zone Euro-Méditerranéenne est à considérer comme essentielle au développement des pays d'Afrique du Nord. Le fait que les PME/PMI constituent l'essentiel du secteur privé nord africain ne doit pas non plus être perdu de vue pour traiter de la question de la formation et de l'emploi.

49. Les **objectifs** du Forum devraient être étendus aux dires de plusieurs intervenants qui ont suggéré d'introduire en supplément: d'encourager le développement par la recherche et l'innovation ; et la promotion de systèmes intégrés d'information par réseaux. D'un autre côté, il a été jugé utile de ne pas vouloir être trop ambitieux et de centrer les objectifs du Forum en préparation sur la formation et son impact direct sur/dans les entreprises. Concernant l'esprit d'entreprise, les participants ont suggéré que tous les segments de la population sont susceptibles de devenir entrepreneurs y compris des autodidactes et des fonctionnaires. Pour aider au développement de cet esprit, il est important de résoudre l'épineux problème de la garantie exigée de tout nouvel entrepreneur. Touchant à la promotion de l'emploi, il est important de définir au préalable le marché de l'emploi dans chaque pays. Trop d'embauches se font actuellement en dehors des structures prévues à cet effet. Il a été indiqué que la plupart des demandeurs d'emploi négligent les PME/PMI pour ne s'intéresser qu'aux grandes entreprises. Au titre de l'objectif visant à favoriser l'accumulation de capital humain proposée dans la Note du Centre, les participants ont débattu de l'opportunité ou non de « forcer » les cerveaux à rester dans leurs pays respectifs : un compromis semble être la nécessité pour ceux chèrement formés de travailler d'abord dans leur pays avant d'envisager l'expatriation ; toutefois, il ne faut pas oublier que les cerveaux à l'étranger peuvent être utiles à leur région d'origine et que tout doit être mis en œuvre pour qu'il en soit ainsi.

50. Parmi les **questions essentielles** évoquées par les participants sont revenues : l'importance de bien anticiper les demandes en formation dont dépendent le redéploiement et la survie des entreprises, l'interventionnisme de l'Etat notamment dans la mise en place d'un cadre propice au maintien des cerveaux en terme de stabilité, de revenus, bonne gouvernance et perspectives de développement. Le déficit d'information a été souligné par plusieurs orateurs qui ont suggéré la mise en place de

réseaux en Afrique du Nord et au-delà. La mise à niveau des enseignants et de la formation ainsi que des entreprises et, dans le même ordre d'idée l'exploitation à l'échelon sous-régionale des « raccourcis technologiques » réussis en Afrique et dans d'autres continents en développement. La question du financement reste entière en particulier dans un contexte où les taux de croissance des économies sont en deçà de ce qui serait souhaitable. D'où la nécessité d'examiner les possibilités complémentaires comme par exemple le programme MEDA de l'Union européenne insuffisamment exploité à l'heure actuelle.

51. Au titre de la **méthodologie** préconisée, les participants ont recommandé au centre de poursuivre son approche basée sur l'action coordonnée et le partenariat. Plusieurs organismes ont ainsi proposé leur collaboration dans la poursuite des préparatifs de ce Forum. Il s'agit de la CNUCED, du « Joint African Institute » d'Abidjan et de la Banque islamique de développement. L'ONUDI a été citée comme une des institutions que le Centre devrait associer également. Des participants ont cependant recommandé comme préalable, la réalisation d'un Etat des lieux en collaboration avec les organisations précitées. La mise en place d'un comité chargé de rédiger des « termes de référence » pour le Forum a été également recommandé. Il a, en outre, été proposé que l'objectif relatif à la formation et à la compétitivité donne lieu à une étude préliminaire de définition des besoins des entreprises par secteur.

E-Cérémonie de clôture

52. La cérémonie de clôture du Forum a eu lieu dans la soirée du vendredi 8 février. Elle a été ponctuée par les lectures du communiqué final par M. Abdallah Zouhir, Président de la Fédération des chambres de commerce du Maroc et d'une motion de remerciements à l'endroit de SM le Roi Mohamed VI et du Peuple du Royaume du Maroc lue, au nom des participants, par Monsieur El Tayeb Ahmed Osman, Président de l'Union soudanaise des Hommes d'affaires. Les textes intégraux figurent en annexe du présent rapport.

53. Le Directeur du Centre de développement pour l'Afrique du Nord, M. Abdelouahab Rezig, a remercié vivement l'ensemble des partenaires et les participants pour leur contribution aux succès du Forum.

ANNEXES



NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Centre de développement pour l'Afrique du Nord

FORUM SUR L'INVESTISSEMENT EN AFRIQUE DU NORD

Casablanca, 7 et 8 février 2002

Annexe I

COMMUNIQUÉ FINAL

1. Contexte et objectifs du Forum

Le Forum sur l'Investissement en Afrique du Nord a été organisé par le Centre de développement sous-régional pour l'Afrique du Nord de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, pour répondre à la demande des Etats membres, dans le contexte général des politiques de réformes d'un côté, et de la globalisation croissante de l'économie mondiale, de l'autre.

Il faut souligner, avec force, qu'en cette aube du nouveau millénaire, nos pays sont confrontés à un monde encore plus imprévisible et incertain qu'il ne l'a jamais été où s'enchevêtrent les intérêts géo-stratégiques, géo-économiques et culturels. Dans un tel contexte, l'investissement s'avère être à la fois, le moteur de la croissance économique nationale et de l'intégration à l'économie mondiale.

L'organisation de ce Forum répond par ailleurs à la vision collective africaine traduite dans le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) qui accorde, à juste titre, une importance particulière, aux investissements privés, internes et étrangers. Par ailleurs, l'importance et le caractère prioritaire de l'intégration régionale fait de ce forum le cadre idéal de concertation, d'échange d'expériences entre les décideurs, entrepreneurs et investisseurs. Les récentes initiatives de re-dynamisation du processus de la construction maghrébine attestent bien du fait que la tenue du Forum vient à point nommé.

Le Forum, événement sans précédent au niveau sous régional, s'est fixé comme objectif de créer et entretenir un espace de dialogue interactif et d'échange d'expériences concrètes entre les opérateurs du secteur privé, des investisseurs

étrangers, des responsables gouvernementaux et des organisations sous-régionales (Femmes et Hommes). Par ailleurs, le Forum s'est fixé pour ambition, de faciliter l'identification et l'exploitation des opportunités d'investissement en Afrique du Nord.

Le Forum a été présidé par de Son Excellence Monsieur le Premier Ministre du Gouvernement du Royaume du Maroc, et rehaussé par la présence de Son Excellence Monsieur le Ministre de la Participation et de la coordination des réformes de la République Algérienne démocratique et populaire, Madame Rima Khalaf Hunaidi, Sous-Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, Administrateur assistant et Directeur du Bureau régional du Programme des Nations unies pour le développement pour les Etats Arabes, et Monsieur Hani Salim Sonbol, Directeur régional de la Banque Islamique de développement. La CEA était représentée par Madame Lalla Ben Barka, Secrétaire exécutif adjoint. Le grand nombre d'éminentes personnalités représentant les sept Etats de la sous-région, de représentants de haut niveau d'organisations internationales, régionales et sous-régionales, ont enrichi les débats et les discussions par leurs contributions pertinentes. Toutes les Chambres de commerce, Fédérations de chambres de commerce ont été représentées par leurs Présidents ou Directeurs généraux. De nombreux Chefs d'entreprises et investisseurs, ont participé au Forum. La large participation s'est aussi traduite par la présence marquée et active de jeunes investisseurs (Femmes et Hommes).

2. Thèmes

Les sessions du Forum ont effectivement constitué le cadre innovateur de réflexions et de propositions concrètes sur les voies et moyens de promouvoir l'investissement en Afrique du Nord. Le Forum a examiné quatre sous-thèmes à savoir : le contexte et les tendances de l'investissement, les réformes en cours et les opportunités, le financement des investissements et le renforcement du secteur privé. La Table Ronde des Femmes entrepreneurs a contribué à mieux refléter les perspectives des Femmes.

Par ailleurs, le Groupe de Travail sur le Capital Humain a contribué à enrichir la réflexion et les propositions sur les actions de suivi du Forum, à savoir, l'organisation future d'un Forum sur le Capital Humain et le Développement de l'esprit d'entreprise.

L'atelier sur les marchés des capitaux a mis en relief l'importance du renforcement du secteur financier et boursier comme préalable à l'attraction des investissements

3. Conclusions et perspectives

Les participants au Forum ont été unanimes sur la pertinence et le succès du Forum et ont, unanimement salué l'initiative de la CEA et ont considéré que cet événement devrait s'inscrire dans un processus qui conduit à l'accroissement, à moyen terme, de l'investissement privé interne et des flux d'investissements privés étrangers vers les pays d'Afrique du Nord. Dans ce cadre, le Forum a énoncé les recommandations suivantes :

1. Pour la création ou la consolidation de l'environnement économique et social propice à l'attraction des investissements

- 1.1** Unanimité sur le fait que l'attractivité des investissements est méritée et que la compétitivité est construite. Le Forum a recommandé la poursuite et l'intensification des réformes macro-économiques et l'amélioration de la gouvernance de l'entreprise et plus particulièrement celle visant au renforcement des institutions en appui à la dynamique sociale des marchés, la qualité du capital humain, la dynamique politique facilitant la transition démocratique et la dynamique culturelle conciliant liberté et responsabilité.
- 1.2** L'amélioration des compétences et l'efficacité des personnes en charge de la promotion et de la gestion des investissements demeure une préoccupation générale des décideurs, entrepreneurs, et investisseurs. Il a été recommandé la mise en place de Comités pédagogiques nationaux et d'un comité pédagogique régional pour appuyer le développement du capital humain.
- 1.3** Faire profiter les différents opérateurs de la région de la politique d'investissement dans les organismes internationaux relative à la formation des cadres et techniciens.
- 1.4** Coordonner entre les différents organismes chargés de l'investissement dans l'optique d'uniformiser la réglementation en vigueur dans chaque pays et, à terme, arriver à un code unique des investissements.
- 1.5** Les gouvernements sont appelés à renforcer les infrastructures de base notamment les transports et communications en vue de faciliter l'intégration de la sous-région et, par voie de conséquence, élargir les marchés des biens et services.
- 1.6** La création d'une coalition économique en Afrique du Nord qui puisse accélérer le développement des infrastructures de communication dans le cadre d'un partenariat productif entre les secteurs public et privé.
- 1.7** La Sous-région doit adopter des mesures visant à améliorer la formation, notamment l'adéquation formation-emploi, et promouvoir la culture de la bonne gouvernance d'entreprise.
- 1.8** L'Afrique du Nord doit mieux exploiter l'espace méditerranéen qui constitue une zone d'opération de choix pour les investisseurs et les entrepreneurs.
- 1.9** De manière à développer et renforcer le rôle des bourses de valeur dans le développement de l'investissement en Afrique du Nord, le Comité Ad-hoc sur les bourses en Afrique du Nord devrait se réunir de manière régulière pour le suivi des recommandations et leur présentation aux Etats membres.

- 1.10** De manière à renforcer le rôle des banques dans le développement de l'intermédiation financière en Afrique du Nord, il est essentiel d'entreprendre et continuer les réformes des systèmes bancaires dans la sous-région; de doter les banques de compétences et d'expertise en vue d'analyser les projets, notamment les projets innovants; et de coordonner les politiques des banques centrales des pays de la sous-région en vue d'atteindre, d'abord, la convertibilité, et la monnaie unique et ensuite créer un pôle d'investissement sous-régional qui pourrait financer des projets communs à la sous-région.
- 1.11** De manière à accroître et renforcer le rôle de l'entreprise pour financer l'investissement, il est recommandé de soutenir la dynamique d'émergence d'une nouvelle génération d'entrepreneurs s'orientant vers de nouvelles pratiques de gestion et de gouvernance au sein de l'entreprise, d'encourager la transformation des sociétés publiques et privées en sociétés anonymes, de développer des structures de capital risque au niveau des banques, surtout pour les jeunes entrepreneurs et les secteurs innovants.
- 1.12** Identification des opportunités d'investissement dans chaque pays tout particulièrement celles basées sur les matières premières et ressources naturelles (valorisation de la matière première – Marché unique de 180 millions pour ces produits – émergence de projets à réaliser).
- 1.13** Réunies en table ronde, les Femmes entrepreneurs ont recommandé :
- La promotion de partenariats et d'alliances d'affaires : facilitée par la mise en place d'un site Web, de centres d'initiative locale dans chaque pays de la sous-région, de lobby de femmes d'affaires et de missions de prospection.
 - La participation de Femmes entrepreneurs du secteur rural à toutes les activités de promotion de l'investissement.
- 1.14** Les participants se sont présentés tour à tour, décliné l'identité et le profil de leur structure et de leur activité et exprimé les attentes de partenariat.
Des discussions directes et très conviviales se sont instaurées et des ententes de partenariat se sont conclues de toute évidence entre les différents opérateurs et investisseurs.
- Le souhait collectif des opérateurs et investisseurs est la mise en place d'un Forum Economique Nord Africain Permanent qui jouerait le rôle de catalyseur et de rassemblement d'idées et de projets porteurs et innovants qui contribueraient à avancer dans la politique d'intégration économique sous-régionale et régionale.

1.15 Le groupe de travail qui a examiné la question « Capital humain et développement de l'esprit d'entreprise » a souligné l'importance capitale du système de formation dans les pays de l'Afrique du Nord dans le contexte de mutation économique dans les pays de la sous-région et le monde, les nouvelles technologies et l'accélération du renouvellement du savoir. Le groupe a recommandé que :

- Les objectifs du Forum sur le capital humain en Afrique du Nord doivent inclure en plus de ceux élaborés dans la note, a) l'encouragement de l'esprit d'innovation et de recherche ; b) l'échange d'expérience et de savoir-faire ; c) une politique visant à remédier au déficit en information sur le capital humain et l'entreprise.
- Pour préparer les termes de références, il serait utile de créer un Comité préparatoire au Forum.

2. *Pour une nouvelle politique volontariste de promotion des investissements*

- 2.1** La mobilisation des investissements passe aussi par le retour libre des capitaux nationaux placés à l'extérieur. Leur attraction nécessite des mesures fiscales incitatives et non discriminatoires et la facilitation des procédures routinières d'investissement.
- 2.2** Les gouvernements doivent encourager les ressortissants de la sous-région, en particulier ceux résidant à l'étranger, à rapatrier leur épargne dans la sous-région.
- 2.3** L'investissement fondé sur l'épargne nationale doit servir de socle aux IDE et la concurrence fiscale ne doit pas priver l'Etat des recettes dont il a besoin. En outre, les réglementations doivent être prévisibles car l'entreprise craint les retournements brusques de situation.
- 2.4** Elaboration d'une étude stratégique pour le développement des pays de l'Afrique du Nord sous l'égide du CDSR et s'appuyant sur les compétences nationales dans chaque pays membre. Cette étude pourrait être présentée dans le cadre du prochain Forum.
- 2.5** Les investissements internes et étrangers doivent accorder une attention particulière aux règles du jeu social et plus particulièrement celles visant au renforcement des capacités des Femmes entrepreneurs et la facilitation de l'implantation et le développement d'entreprises dans les zones défavorisées et/ou en milieu rural.

- 2.6** Les petites et moyennes entreprises (PMI) sont le tissu de l'économie en Afrique du Nord et doivent être renforcées en termes de compétitivité, de formation et de financement y compris le micro-financement. Toutefois, les entreprises doivent se donner pour objectifs de se transformer afin de devenir compétitives et performantes à l'horizon 2010.
- 2.7** Les blocages politiques freinent l'intégration sous-régionale, et compte tenu du fait que l'entente économique peut aider à promouvoir une entente politique et donc à accélérer le processus d'intégration, le Forum soutient l'initiative de l'UMA de créer une Banque Maghrébine du Commerce Extérieur.

3. Pour mettre en pratique les conclusions et recommandations du Forum :

- 3.1** La transformation du présent Forum en un Forum permanent dont la périodicité reste à déterminer et la mise en place d'un mécanisme de suivi des recommandations du Forum.
- 3.2** Création d'un Conseil d'affaires regroupant des opérateurs économiques des Etats membres. Les modalités pratiques pour la constitution d'un tel Conseil devraient être préparées en concertation avec le Centre de développement sous-régional de l'Afrique du Nord (CDSR-AN), et présentés à l'approbation du futur Forum.
- 3.3** Ce Conseil, une fois installé, se réunira le plus souvent possible.
- 3.4** Multiplier les rencontres entre les différents opérateurs et ce en liaison étroite avec la profession.
- 3.5** La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, en partenariat avec les organisations internationales compétentes dont la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), la Banque Africaine de Développement (BAD) la Banque Mondiale, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), la Banque Islamique de Développement (BID), et les structures régionales de promotion des investissements dans le pays membres de l'OCI, assiste à la création et à l'opérationnalisation de la Commission permanente de suivi du Forum et du conseil des Hommes d'affaires d'Afrique du Nord.
- 3.6** L'Autorité Arabe pour l'investissement et le développement agricole propose d'accueillir le prochain Forum aux Emirats Arabes Unis.

Fait à Casablanca, le 8 février 2002.

ANNEXE II

ALLOCUTIONS DE LA CEREMONIE D'OUVERTURE

- Allocution de Son Excellence **M. Abderahman Youssoufi**, Premier Ministre du Royaume du Maroc
- Allocution de Son Excellence **M. Nourredine Boukrouh**, Ministre de la Participation et de la coordination des réformes de la République Algérienne démocratique et populaire
- Allocution de **Madame Rima Khalaf Hunaidi**, Sous-Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, Administrateur assistant et Directeur du Bureau régional du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour les Etats Arabes
- Allocution de **Madame Lalla Ben Barka**, Secrétaire exécutif adjoint de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique.
- Allocution de **M. Hani Salim Sonbol**, Directeur régional de la Banque Islamique de développement, Rabat (Maroc)

**Discours de Son Excellence Monsieur
Abderrahmane Yousoufi, Premier Ministre
du Royaume du Maroc**

Monsieur le Président,
Messieurs les Ministres, Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Il m'est particulièrement agréable d'être parmi vous aujourd'hui 'a l'ouverture de cet important Forum consacré 'a l'investissement en Afrique du Nord.

Permettez-moi tout d'abord d'exprimer ma pleine satisfaction pour l'organisation au Maroc de cette heureuse manifestation. Mon pays, qui a toujours été un partenaire actif des organismes et institutions des Nations Unies, est fier d'abriter une rencontre d'une telle envergure, autour d'une thématique de grande actualité.

Je tiens à souhaiter la bienvenue au Maroc aux délégations des pays-frères et amis de la région, mais également aux représentants des organisations et institutions internationales et régionales du Système des Nations-Unies ainsi qu'à toutes celles et ceux qui ont bien voulu nous honorer aujourd'hui de leur présence, en souhaitant 'a tous un agréable et utile séjour parmi nous.

Qu'il me soit également permis de féliciter les responsables du Centre Sous-Régional pour l'Afrique du Nord de la Commission Economique pour l'Afrique, en particulier son Directeur Monsieur Abdelouahab Rezig, pour cette heureuse initiative et pour les efforts louables qu'ils ne cessent de déployer au bénéfice du développement économique, social de cette région du monde.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

Il n'est pas inutile de rappeler que le monde est aujourd'hui dans un mouvement de globalisation accélérée marqué par l'extension et la dérégulation des marchés conjugué au développement sans précédent des flux de biens, de services et de capitaux sur fond de révolution permanente des technologies de l'information et de la communication.

Dans ce contexte en perpétuelle mutation, l'intégration de nos pays à l'économie mondialisée n'est guère une option mais bien un choix qui s'impose à tous.

Il n'est pas non plus sans intérêt de se poser la question de savoir si le mode de fonctionnement de l'économie mondiale a été ou non bouleversé par les tragiques événements du 11 septembre 2001.

Ce que je tiens cependant à souligner avec force, c'est que nos pays sont confrontés, en cette aube du nouveau millénaire, à un monde encore plus imprévisible et incertain qu'il ne l'a jamais été, dans lequel s'enchevêtrent de manière de plus en plus complexe les facteurs et les intérêts géo-stratégiques, géo-économiques et culturels.

Une telle complexité ne fait cependant qu'accroître notre détermination à redoubler d'efforts de manière à bâtir, ensemble, une vision et des perspectives d'avenir.

Mesdames et Messieurs,

Il me plaît de relever que la croyance en une primauté de l'économie et des marchés sur le politique est en train d'évoluer.

Une nouvelle articulation entre ces divers niveaux est en cours et une demande d'Etat s'exprime avec force là où le marché était triomphant.

Nos pays doivent certes accorder toute leur place aux enjeux économiques et aux marchés, qui sont de nos jours souvent décisifs, mais sans pour autant négliger le rôle incontournable de l'Etat : un Etat stratège, visionnaire et arbitre, voué à réduire les multiples inégalités sociales et territoriales qu'engendre le souci permanent de la compétitivité économique.

Je tiens, par ailleurs, à souligner l'importance et le caractère prometteur des processus d'intégration économique régionale en cours dans notre sous-région. Les accords d'association que certains de nos pays ont contracté avec l'Union européenne contribuent certes à façonner les indispensables réseaux de partenariat nord-sud et la stimuler une dynamique d'intégration euro-méditerranéenne.

Il n'en reste pas moins aussi que le succès de la dynamique euro-méditerranéenne et de l'intégration de nos économies à l'économie mondiale est tributaire de notre capacité à forger des processus d'intégration sous-régionale et à exploiter de façon optimale le formidable potentiel de la coopération sud-sud.

A cet égard, permettez-moi de souligner combien je suis heureux d'assister à la redynamisation du processus de la construction maghrébine que le Gouvernement marocain continue d'appeler de ses vœux.

Le Conseil ministériel chargé du commerce, qui a tenu sa septième session en septembre 2001 à Alger, a ainsi chargé un Groupe de travail de préparer un projet d'accord pour la création d'une zone de libre-échange maghrébine. Ce principe a été réaffirmé par la Commission ministérielle spécialisée chargée de la sécurité alimentaire lors de sa onzième session.

Par ailleurs, la mise en place d'une zone de libre-échange entre le Maroc, la Tunisie, l'Egypte et la Jordanie, consacrée par la Déclaration d'Agadir du 8 mai 2001, s'inscrit également dans cette perspective tout en demeurant ouverte à l'ensemble des pays de la sous-région.

La fixation d'un délai d'une année pour la signature finale de cet accord illustre la volonté de tous les partenaires de tenir compte du rythme accéléré des mutations en cours sur le plan international.

Mesdames et Messieurs,

Les motivations qui sous-tendent les intégrations régionales peuvent certes être politiques et sociales mais elles sont aussi et surtout économiques car il est difficile aux marchés nationaux d'atteindre la dimension nécessaire à l'exploitation des économies d'échelle sans la "masse critique" démographique nécessaire. La taille du marché continue, en effet, d'être un critère déterminant dans l'attraction et la localisation des investissements étrangers.

L'organisation de ce Forum par le Centre de développement sous-régional -Afrique du Nord illustre l'impératif de mener, dans un cadre régional, non seulement une réflexion mais surtout des initiatives concrètes en matière d'investissements, de création de nouvelles richesses et donc d'opportunités d'emplois.

Je n'ai nul besoin de rappeler, à cet égard, les multiples atouts de notre sous-région et les formidables potentialités qu'elle offre en matière de ressources humaines et économiques.

L'agriculture, l'énergie, le tourisme, les télécommunications, les transports constituent, entre autres, autant de secteurs la fort potentiel de développement en Afrique du Nord.

Par ailleurs, la jeunesse de nos populations est un atout majeur dans la grande bataille de l'intelligence et du savoir ouverte par la révolution en cours des technologies de l'information et de la communication.

Monsieur le Président, Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Votre Forum se propose d'établir un dialogue sur les voies et moyens a même de promouvoir les investissements en Afrique du Nord, d'identifier les opportunités d'investissement et de renforcer les liens de partenariat entre les opérateurs du secteur privé.

Permettez-moi, à cet égard, de rappeler les efforts déployés par notre Gouvernement, sous l'égide de notre Souverain, Sa Majesté Le Roi Mohammed VI, pour mener à bien les réformes structurelles nécessaires à la mise en place du cadre le plus propice possible au développement du secteur privé, à l'amélioration de sa compétitivité, à l'extension de ses champs d'activité.

Les résultats d'une telle politique se sont d'ores et déjà fait sentir sur le plan de l'attraction des investissements étrangers: c'est ainsi que le Maroc a reçu au cours de la seule année 2001, un volume global de plus de 3 milliards de dollars d'investissements extérieurs et près de 7 milliards de dollars depuis le début de l'année 1998. Même le taux d'investissement national a connu une évolution appréciable puisqu'il dépasse en 2001, 24% du Produit intérieur brut.

Le rôle central de l'investissement privé comme moteur de la croissance économique a été magistralement réaffirmé par Sa Majesté Le Roi dans son Discours du 9 janvier 2002 à l'occasion de la présentation de La Lettre Royale relative à la gestion déconcentrée de l'investissement.

Avec la création de centres régionaux d'investissement, les contraintes d'ordre administratif seront définitivement levées.

Mesdames et Messieurs,

Je suis persuadé que ce Forum sera pour vous une opportunité pour échanger savoirs et expériences et que les résultats de vos travaux permettront d'éclairer au mieux les décideurs et acteurs politiques et économiques.

J'invite les organisateurs à partager ces résultats avec les Etats membres et à leur soumettre une méthodologie de suivi des recommandations.

Je souhaite un plein succès à vos travaux et déclare ouvert le Forum sur l'investissement en Afrique du Nord.

**Discours de Son Excellence Monsieur Nourredine
Boukrouh, Ministre de la Participation et de la
coordination des réformes de la République
Algérienne démocratique et populaire**

Monsieur le Président,
Monsieur le Premier Ministre,,
Monsieur le Secrétaire adjoint des Nations Unies,,
Madame la Directrice du Bureau Régional pour les Etats Arabes du PNUD,
Mesdames, Messieurs,

C'est pour moi à la fois un honneur et un plaisir de m'adresser à l'occasion de ce forum consacré à l'investissement en Afrique du Nord.

Je tiens à remercier les initiateurs de cette rencontre qui m'ont offert l'opportunité d'intervenir sur un thème aussi important que celui de l'investissement.

Mesdames, Messieurs,

Dans un contexte de globalisation, marqué par l'internationalisation des échanges et une approche du développement fondée sur la libéralisation économique, l'intégration à l'économie mondiale est devenue la préoccupation de la plupart des gouvernements et principalement celle des pays émergent.

L'ouverture des frontières aux régies de la compétition et à la recherche d'une plus grande efficacité, ont conduit les décideurs à développer des politiques qui prennent en charge les profondes mutations de l'économie mondiale, de plus en plus façonné par une uniformisation des besoins.

Les législations sur les investissements ont été au centre des réformes entreprises à travers le monde, et les remodelages opérés ont été dans le sens d'une plus grande ouverture vers le secteur privé en général, et étranger en particulier.

Les systèmes économiques sont de plus en plus ouverts aux investissements étrangers, considérés comme indispensables à l'introduction de nouvelles technologies, à l'amélioration des compétences et à l'accès aux marchés extérieurs, pour renforcer la compétitivité des industries, et, partant, l'intégration dans l'économie mondiale.

Désormais, les gouvernements attachent une importance considérable aux investissements directs étrangers (IDE) pour améliorer leur croissance économique, offrant un cadre propice à l'investissement, et mieux adaptés aux conditions et évolutions de la demande des investisseurs.

Ainsi, les flux d'investissements directs étrangers ont connu ces dernières années une progression constants et ont atteint pour l'année 2000, un montant de 1300 milliards de dollars.

Si, pour la plupart des continents, la tendance est à la hausse, force est de constater que la part de l'Afrique, avec 9,1 milliard de dollars, a diminué, ne représentant que moins de 1% du total des flux.

L'Afrique, confrontée à des obstacles structurels et à de graves dysfonctionnements, continue encore à être perçue en tant que fournisseur de matières premières à bon marché et consommateur de biens et services, et n'a, jusqu'ici, pas développé de marché consensuelle pour accroître la croissance et faire face au défi de la mondialisation.

Devant l'exploitation effrénée des ressources du continent et le peu de performances des économies, exacerbées par une paupérisation galopante, des chefs d'états africains ont été à l'origine d'une initiative tendant à créer les conditions d'un développement durable et d'une participation plus active à l'économie mondiale, à travers un « Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique » (NEPAD).

Le NEPAD constitue un cadre de concertation entre états africains et de dialogue avec les grands ensembles régionaux et institutions multilatérales à l'effet :

- De mettre en place les mécanismes de prévention de gestion et de résolution des conflits aux niveaux régional et continental ;
- De promouvoir la démocratie la gouvernance et les droits de l'homme ;
- De restaurer la stabilité macro économique et accroître les flux des capitaux privés en direction de l'Afrique .

Au niveau de l'Afrique du Nord, le processus d'intégration à travers l'UMA entamé dès 1989, et visant l'adoption d'une vision commune aux plans politique, économique et social, devrait aller au delà des discours généreux, et mettre en place les conditions indispensables à l'atteinte des objectifs de l'initiative africaine, d'autant que la sous-région dispose de potentialités sûres et reconnues.

L'Afrique du Nord, de par ses énormes ressources et la complémentarité des économies, pourrait constituer un ensemble régional à même de faire face aux défis de la mondialisation, moyennant une stratégie qui reposerait sur les axes suivants :

- encouragement de l'investissement privé, tant national qu'étranger pour remédier à l'insuffisance des ressources ;
- l'amélioration de la bonne gouvernance, essentielle à l'accroissement des flux de capitaux ;
- la garantie des droits de propriétés, du cadre réglementaire et des marchés pour changer la perception des investisseurs étrangers;
- le développement d'un partenariat entre secteur public et privé ;
- la promotion de marchés financiers internes et trans-frontières.

S'agissant de l'investissement, une importance fondamentale doit lui être accordée en tant qu'instrument de changement à même de faciliter l'intégration effective et harmonieuse de la sous-région à l'économie mondiale

Dans ce contexte, outre la révision et l'harmonisation des cadres réglementaires, la mobilisation des ressources et le développement des infrastructures restent la condition sine qua non pour une véritable promotion de l'investissement.

Les différentes actions ci-dessus énoncées, et auxquelles l'Algérie adhère, trouvent déjà à un ancrage au niveau national.

En effet, pour faire face aux défis de l'intégration progressive de l'économie algérienne, le gouvernement a introduit des changements visant la mise en place d'une économie basée sur la propriété privée et l'allocation des ressources par le marché.

Ainsi, dès 1993, l'Algérie s'est inscrite dans cette nouvelle dynamique par la mise en place d'un code des investissements inspiré de ceux en vigueur dans les économies libérales, qui énonce l'ensemble des règles et conditions d'encouragement et de promotion, destinées aux investisseurs nationaux et étrangers.

En août 2001, cette législation a connu une profonde révision pour améliorer davantage les conditions de réalisation des investissements.

La reconstitution de la chaîne de l'investissement et l'élimination des obstacles ont été au centre du nouveau schéma.

Cette reconstitution qui vise à mettre fin aux entraves administratives auxquelles sont confrontés les investisseurs, intègre les conditions d'une plus grande facilitation des formalités requises pour l'acte d'investir.

Dans cette perspective, les mécanismes existants ont été améliorés et l'organe en charge de la mobilisation de l'investissement a fait l'objet d'une reconfiguration de manière à ce que l'investisseur bénéficie d'un soutien effectif et n'ait plus à subir de contraintes.

Concrètement, ce nouveau dispositif:

- consacre définitivement une approche globale et non discriminatoire de l'investissement en éliminant tout traitement différentiel et sélectif entre investisseur national et étranger ;
- établit la liberté d'investir sous la forme désirée par le promoteur que ce soit sous forme d'investissement direct, de partenariat, de participation ou de reprise d'activités ;
- institue un système d'encouragement et d'incitation fondé sur une distribution et une modulation transparente de nombreux et conséquents avantages financiers, articulés sur la nature de l'investissement et la zone d'implantation ;
- consacre une série de garanties à l'investissement en matière de :
 - transferts de capitaux étrangers et leurs revenus, ainsi que celui du produit de la cession ou de la liquidation;
 - stabilisation du cadre juridique, notamment celui relatif aux garanties et avantages accordés;
 - recours à l'arbitrage international pour le règlement des différends éventuels entre les investisseurs et l'état;

La nouvelle législation met en place une agence de développement de l'investissement qui regroupe en son sein un guichet unique composé des différentes administrations pour faciliter les formalités liées à l'acte d'investir .

Elle institue un fonds d'appui à l'investissement destiné à financer les dépenses induites par l'amélioration de l'environnement de l'investissement en termes d'utilités (eau, électricité, routes, téléphone, réseaux d'assainissement) .

Elle prévoit un régime dérogatoire réservé à l'encouragement des investissements dans les zones à promouvoir et aux investissements présentant un intérêt particulier pour l'économie nationale.

Les avantages sont accordés au titre de ce régime pour une période de 10 ans de façon systématique, et couvrent la phase de réalisation et d'exploitation du projet

La privatisation des entreprises publiques a constitué également un axe prioritaire des réformes que nous avons initiées et, à la faveur de la refonte introduite en août dernier, le processus d'ouverture du capital des entreprises publiques a été largement facilité.

Cette nouvelle législation :

- étend le champ de la privatisation à toutes les entreprises publiques ;
- apporte des assouplissements substantiels dans les modalités et procédures de privatisation ;
- raccourcit le circuit de prise de décision et désencombre le paysage institutionnel ;
- prévoit ; pour les pour les repreneurs d'activités, des avantages qui peuvent être négociés directement entre l'investisseur et le gouvernement.

Ce processus est soutenu par une assistance technique internationale adaptée et ciblée, dans le cadre d'un programme de privatisation mené avec la Banque Mondiale.

Ce programme est entrepris pour apporter aux opérateurs le maximum de professionnalisme par l'implication de banques d'affaires, et d'assurer au processus de mise en oeuvre crédibilité et transparence.

Le réaménagement des législations de l'investissement et de la privatisation confirme la volonté de l'Algérie à éliminer toute barrière à l'investissement étranger, pour mieux s'insérer au processus d'internationalisation des échanges.

Cette démarche est confortée par la récente signature de l'accord d'association avec l'Union Européenne et l'adhésion prochaine à l'OMC dont il est attendu des retombées positives sur notre économie en général et sur les flux d'investissements directs étrangers en particulier.

Du reste, elle est adoptée par la plupart des pays d'Afrique du Nord, et les réformes entreprises ainsi que les initiatives menées auprès des organisations régionales et multilatérales, sont autant d'atouts pour que la sous-région joue un rôle déterminant dans l'ambitieuse initiative de développement du continent africain, proposée dans le cadre du NEPAD, et de son arrimage à l'économie mondiale.

Mesdames, Messieurs,

Ce forum constitue un cadre de concertation privilégié pour examiner ensemble les voies et moyens pour examiner la croissance économique dans la sous-région, car elle est encore confrontée à des contraintes et à des défis nécessitant pour leur levée une politique de développement de l'investissement soutenue.

Ces défis concernent la réduction du chômage impliquant de nouveaux investissements, la réalisation d'infrastructures, le développement et la modernisation de l'agriculture pour assurer la sécurité alimentaire, l'introduction de nouvelles technologies, l'amélioration de la compétitivité des produits et la conquête de nouveaux marchés, etc...

Ce sont là autant de domaines d'intervention qui peuvent faire l'objet d'investissements directs ou en partenariat, et je forme le vœu qu'à la clôture de ce forum, des protocoles d'accord d'investissement soient concrétisés entre les opérateurs ici présents.

En outre, permettez-moi de rappeler que l'existence d'un cadre réglementaire favorable à la privatisation et d'un portefeuille important d'entreprises publiques au niveau de la sous-région, constituent les bases d'un partenariat public-privé à même d'améliorer les performances de nos économies.

Ce partenariat devrait pouvoir s'appuyer sur une démarche pragmatique et graduelle qui favoriserait l'investissement local, l'investissement en Afrique du Nord et l'investissement direct étranger.

Enfin, je suis persuadé que l'Afrique du Nord dispose des moyens de changer positivement le cours des choses, car elle recèle d'énormes gisements pour éliminer graduellement les écarts qui la séparent des économies développées, et je vous invite instamment à prendre part à la réalisation de cette grande et noble entreprise.

Je vous remercie de votre attention et souhaite plein succès à vos travaux.

**Allocution de Madame Rima Khalaf Hunaidi,
Sous-Secrétaire général de l'Organisation des
Nations Unies, Administrateur assistant et
Directeur du Bureau régional du Programme
des Nations Unies pour le développement
pour les Etats Arabes**

Son Excellence M. Abderrahman Youssoufi, Premier Ministre du Royaume du Maroc ;
Son Excellence M. Nouredine Boukrouh, Ministre de Participation et Coordination des
Réformes à la République Démocratique Populaire d'Algérie ;
Mme. Lalla Ben Barka, Secrétaire Générale Adjointe à la Commission Economique des
Nations Unies pour l'Afrique ;
M. Hani Salim Sonbol, Directeur Régional de la Banque Islamique pour le
Développement à Rabat ;
Eminents Participants, Mesdames et Messieurs ;

Je suis honorée et ravie de participer à cet important Forum. Permettez-moi de commencer mon discours en remerciant Son Excellence, Monsieur le Premier Ministre, de nous avoir honoré par sa présence et du soutien actif qu'il apporte aux Nations Unies et aux initiatives prises dans la région. Je voudrais par la même occasion féliciter le Royaume du Maroc pour ses progrès économiques et sociaux récemment enregistrés. Je remercie également mon collègue et collaborateur, Dr. Abdelouahab Rezig, de m'avoir tenu au courant de vos préparatifs depuis le début et de m'avoir donné une aussi excellente raison pour revisiter la belle ville de Casablanca.

Votre Forum est un autre pas géant en avant vers la consolidation des partenariats économiques dans une région riche en ressources et potentialités. L'événement en soi est l'aboutissement d'un partenariat trilatéral entre le Centre de Développement Sous-Régional pour l'Afrique du Nord de la Commission Economique pour l'Afrique, le Secrétariat Général de l'Union du Maghreb Arabe et le PNUD. Son objectif et le lieu de sa tenue s'inscrivent dans le cadre de la politique d'investissement de sa Majesté le Roi Mohammed VI, marquée par une décentralisation, délégation et régionalisation dont l'objectif est de favoriser une distribution plus équitable des richesses.

Excellences, Mesdames et Messieurs ;

Dans cet ère de mondialisation, l'investissement et le commerce constituent des vecteurs vitaux de croissance, de transfert technologique et d'emploi. En effet, pour la plus part des pays, ils représentent la source centrale des financements extérieurs pour le développement. Ils sont un véhicule majeur pour le transfert des connaissances et des meilleures pratiques internationales, tellement essentielles pour les pays en quête d'une marge compétitive dans un contexte international où la mondialisation s'effectue à une cadence vertigineuse. Il s'ensuit qu'aujourd'hui, attirer les investisseurs est devenue une

compétition dynamique où les nations rivalisent dans la création de l'environnement le plus avenant pour les investissements directs étrangers (IDE). Un commerce favorable et des régimes d'investissement susceptibles de stimuler une croissance forte et ouverte constituent un facteur déterminant pour le (IDE). Il en est de même pour un environnement macro-économique stable. Toutefois, de tels facteurs, en eux-mêmes et à eux seuls ne sauraient garantir les résultats escomptés: Développement durable générant des emplois de bonne qualité et menant au développement humain de pair avec l'élargissement de la base de production. Ainsi, tout en œuvrant pour attirer le (IDE), il est important de garder l'œil sur les suites de la politique nationale et les considérations d'équité dans une course effrénée vers le fond. Pour chaque pays à part, maintenir cette équation est un défi crucial à relever pour la réalisation d'une prospérité durable.

En même temps, il est évident que des efforts d'ordre spécial sont nécessaires pour ressaisir les courants de l'investissement mondial et les canaliser vers les pays en voie de développement. Des tendances récentes dans le IDE mondial n'ont pas été particulièrement encourageantes. La Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement fait état d'une baisse dans le IDE mondial l'année dernière de 1,3 trillion dollars à 760 billion dollars, soit une baisse de 40 pour cent reflétant le rétrécissement économique mondial en général et une baisse remarquable dans les fusions et acquisitions transfrontalières en particulier. Sur le plan positif, selon des indications officielles annoncées la semaine dernière, la récession aux Etats-Unis, qui a freiné l'économie mondiale, a peut-être atteint son plus bas niveau, bien que le redressement sera probablement progressif.

Dans tous les cas, la plus grande partie de IDE mondial continue à se déverser dans les pays développés. La part des pays en voie de développement a glissé de 240 billion dollars en 2000 à 225 billion dollars en 2001. On remarque que la chute était proportionnellement inférieure à celle enregistrée dans les pays développés - ce qui veut dire qu'un certain nombre de pays en voie de développement ont probablement atteint une certaine endurance dans l'attraction du capital. Toutefois, le (IDE) destiné au monde en voie de développement est hautement concentré.

La plus grande partie des afflux sont relevés en Amérique latine, l'Asie du Sud-Est et la Chine. En effet, sur la part des pays en voie de développement, 46,8 billion dollars - plus que 20 pour cent - sont allés à la Chine toute seule. N'empêche qu'il y a eu de bonnes nouvelles pour l'Afrique l'année dernière. Alors que le (IDE) a chuté dans les régions en voie de développement, il a augmenté en Afrique, de 9 billion dollars à 11 billion dollars. Deux pays en particulier, le Maroc et l'Afrique du Sud, étaient les instigateurs de cette tendance à la hausse.

Dans les années 1990, la Région arabe attirait une moyenne d'à peine 10 billion dollars en afflux net de capitaux alors que le reste du monde en voie de développement recevait 20 fois plus que ce montant. Trois des pays arabe qui sont parvenus à conquérir la plus grande partie des investissements dans les années 1990 sont membres de ce Forum: le Maroc, la Tunisie et l'Egypte. Leur succès est dû en partie à des efforts anticipés et efficaces déployés dans le domaine de la libéralisation, des régimes administratifs améliorés et également au fait que l'Afrique du Nord et, à un certain degré, l'Egypte, constituent une plate-forme d'exportation pour l'Europe. Tous ces trois pays ont signé des Accords d'Association avec l'Union Européenne se rapprochant ainsi, plus que jamais, à des marchés de l'UE. Dans un exposé présenté à la session de la Commission économique et sociale pour l'Asie Occidentale

(CESAO) sur le Financement pour le Développement en novembre 2000, Le Fond Monétaire Arabe a estimé qu'avec des taux de croissance démographique élevés, la main d'œuvre arabe connaîtra une croissance d'un taux de 3% dans les 15 ans à venir. Un investissement accru et judicieusement ciblé se révélera alors nécessaire pour la création d'emplois et d'opportunités requises par une jeune population en expansion. Pour le monde arabe, l'avenir ne doit pas être un prolongement du passé.

La promotion d'un investissement à long terme, qui soit productif et qui prenne en considération l'intérêt des peuples, nécessite un partenariat entre les pays d'accueil, les pays sources, les firmes et les organisations internationales. Pour les pays d'accueil, les facteurs clés sont les suivants:

- Un environnement macro-économique stable ;
- La paix et la sécurité sans lesquelles aucun investisseur ne risquera des capitaux substantiels ;
- Main d'œuvre qualifiée ou, du moins, une main d'œuvre susceptible d'être formée ;
- Une infrastructure efficace et bien entretenue: aéroports, ports, voies routières, puissance électrique et télécommunications ;
- Système administratif opérant, y compris des institutions publiques compétentes et transparentes, liberté d'association et d'expression et la suprématie de la loi qui suppose l'absence de la corruption et la célérité des arbitrages et des procédures judiciaires ;
- Protection sûre et adéquate des droits de la propriété intellectuelle ;
- Garanties d'investissement, partage équitable du risque entre les partenaires et des facilités bancaires axées sur le service ;
- Des services publics opérants ;
- Un minimum de bureaucratie.

De leur part, les pays sources peuvent aussi faire beaucoup pour promouvoir les afflux des investissements privés au monde en voie de développement dans l'intérêt mutuel de tous. Ils pourraient ouvrir leurs propres marchés comme stimulant dès lors que les courants d'investissement sont mus par les opportunités d'exportation en retour vers le pays source, ainsi que par l'accès à des marchés plus larges et des exportations à des pays tiers. Ils pourraient publier des informations à l'intention de leurs industries et firmes sur les opportunités d'investissement dans les pays en voie de développement ; ils pourraient aider les pays en voie de développement à acquérir la capacité et à bâtir le capital humain nécessaire pour que les investissements servent des objectifs à caractère social.

Je voudrais ajouter que les organisations multilatérales et régionales, y compris les banques régionales, ont un rôle primordial à jouer également. Au PNUD par exemple, nous aidons les pays arabes à améliorer la qualité de leur potentialités en connaissances, un facteur déterminant dans la création du capital humain pour l'investissement. Nous essayons d'aider quelque 40 universités à améliorer la qualité des programmes de sélection en vue de produire des lauréats avec des qualifications qui répondent aux exigences d'un marché compétitif. De même, nous aidons les pays arabes à promouvoir la compréhension des technologies de l'information et des communication sous des règles informatiques ouvertes. Nous travaillons également avec la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement et autres agences pour aider les pays arabes à analyser leurs politiques commerciales et les

systèmes du commerce international afin de renforcer leur capacité de négociation et d'exécution.

Les organisations régionales peuvent aussi encourager et aider les pays arabes à se rassembler dans des groupements régionaux afin de créer une certaine synergie entre leurs différentes économies, moyens et dotations. Une telle synergie renforcera leur crédibilité auprès des investisseurs étrangers. L'expérience des Triangles de Croissance Asiatique est pertinente dans ce contexte. La Zone Franche Arabe, qui s'est fixé comme date d'achèvement des travaux l'an 2008 est un pas en avant sur la bonne voie. Au moment où un nombre croissant de pays arabes signent des accords d'association avec l'Europe, les profits de tels accords peuvent être multipliés si des dispositions d'une intégration régionale, dont la ZFA, est en place dès que possible.

Bien entendu, dans les circonstances du contexte réel dans la plus part des pays en voie de développement, les conditions requises pour les investissements de qualité ne peuvent être toutes satisfaites du jour au lendemain, bien que les conditions primordiales que j'ai évoqué restent indispensables. L'investissement viable axé sur l'intérêt du peuple nécessite des partenariats de planification à long terme entre les pays sources, les pays d'accueil et les firmes, partenariats dans lesquels tous les acteurs s'attellent à la tâche de créer l'environnement propice. Un système de profits accrus d'investissement par conception, plutôt que par hasard, est nécessaire pour façonner des modèles mondiaux d'investissement pour le développement.

Mon organisation, le PNUD, s'est engagé à épauler l'investissement durable à long terme pour le développement humain. Ceci implique une préoccupation non seulement pour le volume du IDE aux pays en voie de développement, mais aussi pour sa nature. Nous voudrions voir un effort consciencieux et réfléchi qui offrirait aux pays sources et d'accueil un cadre d'éthiques d'investissement et de mesures de soutien conçu pour mettre le commerce et l'investissement au service du peuple. Un tel cadre reconnaîtra les droits économiques et sociaux des pauvres et des marginalisés. Il sera axé sur les peuples en tant qu'agents actifs et bénéficiaires ultimes de la prospérité. Il reflétera un sens de responsabilité et de réalisme en ce qui concerne les facteurs sociaux et structurels susceptibles de produire des investissements durables à long terme. Nous allons saisir l'occasion de la conférence internationale qui se tiendra prochainement sur le financement pour le développement à Monterrey afin de préconiser une relation plus étroite entre le commerce, l'investissement et le développement social tel que prévu dans les Objectifs de Développement du Millénaire adoptés par le Sommet Millénaire des Nations Unies.

Avant de clore mon présent discours, permettez-moi de dire, très simplement, qu'il est merveilleux de voir les éléments d'une telle approche prospective se rassembler dans ce Forum. Je suis persuadée qu'avec la riche diversité des expériences, des atouts et des connaissances représentés aujourd'hui à Casablanca, les conditions de travail sont excellentes, le cadre est adéquat, et la date est bonne pour envisager des partenariats selon les objectifs à poursuivre dans le but de promouvoir l'investissement.

Je vous souhaite très bonne chance dans vos importantes délibérations.

Allocution de Madame Lalla Ben Barka, Secrétaire exécutif adjoint de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique

Monsieur le Premier Ministre,
Monsieur le Wali de Casablanca,
Madame l'Administrateur assistant et Directeur du Bureau régional du PNUD
pour les Etats arabes,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,
Chers amis du secteur privé,
Chers collègues du système des Nations Unies,
Mesdames et Messieurs,

Au nom de la Commission économique pour l'Afrique et des tous les participants réunis ici, je voudrais vous remercier, Monsieur le Premier Ministre, d'avoir bien voulu accepter, malgré votre calendrier chargé, d'être parmi nous, aujourd'hui. Votre geste revêt une très grande importance pour la CEA et pour tous les opérateurs du secteur privé, qu'ils soient ressortissants ou non de la sous-région de l'Afrique du Nord.

Pour la CEA, votre présence ici aujourd'hui est une manifestation de la magnanimité de votre Gouvernement. Permettez-moi de saisir cette occasion pour présenter mes hommages et mes très sincères remerciements à Sa Majesté le Roi Mohammed VI et au grand peuple du Royaume du Maroc, pour la générosité et l'hospitalité qui nous sont accordées. Nous réunir à Casablanca, ville historique et centre commercial de renommée mondiale, est de bon augure pour le Forum sur l'investissement en Afrique du Nord.

Monsieur le Premier Ministre, votre présence parmi nous aujourd'hui est un message très clair pour les investisseurs potentiels, à savoir que la sous-région de l'Afrique du Nord est plus que jamais prête à les recevoir pour traiter avec eux. Elle montre également l'intérêt que vous attachez au processus de l'intégration régionale, qui permet aux pays d'une sous-région à réfléchir, ensemble, à la manière d'augmenter les investissements dans leur sous-région.

Mesdames et Messieurs,

La corrélation étroite entre accumulation du capital physique et humain, augmentation des revenus et amélioration générale de la qualité de vie ne fait l'objet d'aucun doute pour vous tous. Les progrès de l'Humanité ont toujours été fondés sur l'investissement dans l'avenir, que ce soit en formant les populations à élargir leurs horizons ou en créant le capital social et physique nécessaire au progrès.

Malheureusement, pour l'ensemble de l'Afrique, le processus d'accumulation du capital, sous l'angle de l'investissement, a été largement insatisfaisant.

Vous me permettrez de vous donner un aperçu de la situation de l'investissement en Afrique et souligner les mesures essentielles à prendre pour améliorer cette situation. Ensuite, je montrerai en quoi le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) constitue un cadre à même de promouvoir un plus grand rôle du secteur privé en Afrique et réduire la faiblesse de l'investissement sur le continent. En conclusion, j'expliquerai en quoi l'intégration régionale est cruciale pour l'accomplissement de nos objectifs de croissance économique.

Pourquoi les taux d'investissement sont-ils si faibles en Afrique? L'analyse des conditions générales de l'investissement, que la CEA a menée pour la période allant de 1974 à 1996, montre une baisse très nette des taux de l'investissement pour l'ensemble du continent. Et pour la sous-région de l'Afrique du Nord, les chiffres révèlent une baisse encore plus forte que la moyenne continentale. En effet, le taux d'investissement de l'Afrique du Nord, qui était, en moyenne, de 36 % du PIB, entre 1974 et 1980, n'était plus que de 24 % entre 1991 et 1996.

Il est également important de noter que les niveaux de l'investissement ont chuté en dépit du fait que le taux de rentabilité de chaque dollar investi était nettement supérieur dans la plupart des pays africains que partout ailleurs dans le monde. Alors, pourquoi les investisseurs africains et étrangers hésitent-ils à investir en Afrique, malgré cette incitation au profit?

A partir de nos travaux, il ressort que s'agissant de l'investissement, la stabilité et la prévisibilité du cadre général des incitations - prix relatifs, demande, taux d'intérêt, taxes - importent sans doute plus que le niveau des incitations elles-mêmes.

Sur le plan macro-économique, cela signifie, essentiellement, que pour encourager les investisseurs à répondre aux nouvelles incitations, il est essentiel d'asseoir la stabilité macro-économique et la confiance des investisseurs dans la durabilité du cadre de politique économique. Des réformes institutionnelles sont mieux accueillies par les investisseurs, lorsqu'elles visent à garantir la prévisibilité des politiques, le respect des droits de propriété (notamment l'exécution des contrats et l'application des normes techniques) et la stabilité de "la règle du jeu".

Cela revient à dire qu'un Etat compétent est une condition sine qua non et je voudrais énoncer brièvement la définition que la CEA donne d'un Etat compétent et partager avec vous nos travaux récents sur la gouvernance.

A la CEA, nous définissons la bonne gouvernance dans un sens plus large que la seule gouvernance politique. Un Etat compétent doit assurer une bonne gestion macro-économique et des entreprises et renforcer les capacités institutionnelles.

Comme certains d'entre vous le savent, la CEA a récemment lancé un projet important d'évaluation et de suivi de l'état de la gouvernance en Afrique. Dans le cadre de ce projet, un certain nombre de questions cruciales sont posées, entre autres:

Sur le plan institutionnel: De quels moyens et compétences le pouvoir législatif dispose-t-il pour mener sa mission? A quel point le pouvoir exécutif et l'administration s'avèrent-ils efficaces et compétents? Quelle est l'autonomie du pouvoir judiciaire, des organes chargés de l'application des lois et des organes de réglementation?

Sur le plan de la gestion économique et de la gestion des entreprises: A quel point le recouvrement et la répartition des recettes sont-ils socialement équitables? Quels systèmes a-t-on mis en place pour l'adoption de normes et de codes reconnus au niveau international? Existe-t-il un cadre juridique et institutionnel destiné à faciliter le fonctionnement normal du secteur privé?

Ce sont là, j'en suis certaine, des questions que les investisseurs se posent lorsqu'ils songent à risquer de l'argent ou non dans n'importe quel pays.

Nos indicateurs de gouvernance ont déjà été expérimentés au Bénin et en Afrique du Sud et les résultats sont tout à fait probants. Nous collaborons étroitement avec des institutions nationales de recherche afin de mener des enquêtes nationales dans 14 pays. Nous comptons débattre de nos conclusions à des forums auxquels nous convoquerons nos Etats membres pour dialoguer avec d'autres parties prenantes, afin de promouvoir l'appropriation du projet et la recherche du consensus.

Excellences Mesdames, Messieurs,

Mon deuxième point porte sur le NEPAD et en quoi il est un bon cadre pour relever effectivement le défi de l'investissement en Afrique. Si les principaux objectifs sont l'instauration de la paix et de la sécurité et la création d'Etats compétents, l'Initiative indique également que la promotion du secteur privé visant à assurer le développement de l'Afrique, est un autre objectif majeur.

C'est dans ce contexte que les travaux de la CEA dans le domaine de la gouvernance constituent une contribution technique importante à la mise en œuvre du NEPAD. En fait, le Comité des chefs d'Etat chargé de la mise en œuvre du NEPAD a confié à la CEA la tâche de conduire les analyses relatives à la gestion économique et à la gestion des entreprises.

Le NEPAD met l'accent sur les investissements dans des domaines des infrastructures, des technologies de l'information et de la communication (TIC), des services sociaux et l'agriculture. Par ailleurs le NEPAD préconise une Initiative globale favorisant les flux de capitaux, incluant les mesures visant à mobiliser plus de ressources internes, à alléger la dette, à réformer l'aide publique au développement (APD) et à promouvoir les flux de capitaux privés.

Pour ce faire, le NEPAD demande aux pays africains de prendre les mesures suivantes :

- Créer un groupe d'étude chargé d'examiner la législation et la réglementation relatives aux investissements en vue de réduire les risques et de promouvoir l'harmonisation des textes en Afrique ;

- Evaluer les besoins en instruments financiers et effectuer une étude de faisabilité afin de limiter les risques que comportent les affaires en Afrique ;
- Lancer une initiative visant à renforcer les capacités nationales pour mettre en œuvre les Partenariats entre les secteurs public et privé ;
- Créer un groupe de travail chargé de l'intégration des marchés financiers pour accélérer l'intégration de ces derniers grâce à l'adoption d'un cadre législatif et réglementaire international uniforme et à la création d'un cadre unique pour le commerce africain.

Je suis certaine que ce Forum permettra aux hauts fonctionnaires et aux opérateurs du secteur privé d'avoir un dialogue fructueux sur de telles mesures.

Monsieur le Premier Ministre,
Mesdames, Messieurs les Participants,

Permettez-moi de terminer en évoquant la question cruciale de la coopération et de l'intégration régionales, question qui nous interpelle quotidiennement à la Commission économique pour l'Afrique et c'est avec plaisir que je vous informe de la tenue du 3eme Forum pour le développement de l'Afrique, à Addis-Abeba du 3 au 8 mars 2002, sur le thème « Définir les priorités pour l'intégration régionale ».

Vous vous demandez sans doute pourquoi j'estime qu'il est important d'évoquer la question de l'intégration régionale à un forum comme celui-ci. Mais je suis convaincue que pour des femmes et des hommes d'affaires comme vous, l'intérêt de la coopération et de l'intégration économiques tient à plusieurs facteurs.

Premièrement, nous savons tous que la plupart de nos pays sont petits et que les marchés sont exigus, ce qui a des incidences directes sur l'intérêt que peuvent présenter nos différents pays pour les investisseurs. En outre, l'exiguïté de nos marchés et la taille de nos économies ne permettent pas de diversifier la production nationale et réduisent nos capacités d'exportation.

Deuxièmement, la tendance actuelle dans le monde- en Europe, en Amérique et en Asie - indique que l'intégration économique sera un volet important dans les efforts visant à améliorer la compétitivité au niveau international.

Troisièmement, l'intégration économique sera probablement le meilleur moyen pour les investisseurs africains de tirer parti de la mobilité des capitaux grâce à l'accroissement du commerce intra-africain et des investissements.

Quatrièmement, du fait de la coopération et de l'intégration peu poussées, d'importantes économies d'échelle sont perdues et les investissements, à leur tour, en subissent les contrecoups, en particulier dans des domaines tels que les infrastructures.

Je suis certaine que ce Forum sur les investissements sera l'occasion pour vous de formuler des recommandations quant aux meilleurs moyens d'accélérer la coopération et l'intégration, questions afin de promouvoir l'investissement en Afrique du Nord.

Monsieur le Premier Ministre je voudrais conclure sur ces quelques réflexions et tout en vous remerciant encore une fois et à travers vous le gouvernement et le peuple marocain, je souhaite plein succès aux travaux du Forum sur l'Investissement en Afrique du Nord.

Je vous remercie de votre attention.

Allocution de M. Hani Salim Sonbol, Directeur régional de la Banque Islamique de développement, Rabat (Maroc)

Au Nom de Dieu Le Clément et Le Miséricordieux

Louange à Dieu ;
Que la Prière et le Salut soient sur le Prophète Mohammad Ibn Abdellah, sur Sa Famille et sur Ses Compagnons ;
Son Excellence M. Abderrahman Youssoufi, Premier Ministre ;
Son Excellence M. Nourredine Boukrouh, Ministre de la Participation et de la Coordination des Réformes à la République Algérienne Démocratique et Populaire ;
Son Excellence Mme. Rima Khalaf Hunaidi, Adjointe au Secrétaire Général de l'ONU, Directrice du Bureau Régional du Programme des Nations Unies pour le Développement des Pays Arabes ;
Messieurs les Ministres ;
Son Excellence Mme. Lalla Ben Barka, Secrétaire exécutif adjoint de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique ;
Excellences ;
Mesdames et Messieurs ;

C'est avec une immense joie que j'exprime au nom de la Banque Islamique pour le Développement (BID) les plus vifs remerciements à son Excellence Monsieur le Premier Ministre Abderrahman Youssoufi pour nous avoir honoré aujourd'hui par présence et pour avoir eu l'amabilité d'inaugurer les travaux de cette importante rencontre. Je voudrais aussi remercier infiniment la Commission Economique pour l'Afrique (CEA) ainsi que son Excellence le professeur Abdelouahab Rezig, Directeur du Centre Sous-régional pour l'Afrique du Nord attaché à la prestigieuse Commission, qui a offert à la BID l'occasion de participer à l'organisation de cette rencontre. Mes remerciements s'adressent également à tous les responsables dans le Royaume du Maroc pour les facilités qu'ils nous ont accordées en vue de couronner de succès cette importante manifestation.

La BID se réjouit de participer conjointement avec la CEA à l'organisation de cette rencontre. Elle est convaincue de l'intérêt que revêt ce genre de forums quant à l'échange d'opinions et d'expériences, l'approfondissement des visions concernant l'avenir de la région à l'heure des divers changements marquant les relations économiques et financières internationales.

Le secteur privé dans les pays membres occupe une place de choix dans les efforts de la BID qui œuvre pour le développer de ce secteur en apportant le soutien et le financement nécessaires. Dans ce cadre, la Banque a redoublé d'efforts au cours des dernières années afin de l'assister en tirant profit des opportunités énormes qu'offrent la mondialisation, la libéralisation du commerce multilatéral et l'intégration du système financier mondial.

Ainsi, la Banque a mis en place un groupe d'organismes dont l'objectif commun est de soutenir le secteur privé dans les pays membres. Il s'agit, entre autres, de l'Institution Islamique pour le Développement de l'Investissement et de la **Sécurité** des Exportations, l'Institution Islamique pour le Développement du Secteur Privé, et le Fonds de la BID pour l'Infrastructure et les Facilités financières consacrées au secteur privé à travers les services et les financements garantis par le portefeuille des banques islamiques et le Fonds de la Banque pour les parts d'investissement.

Il est à noter que l'Institution Islamique pour le Développement du secteur privé instaurée le mois de rajab 1420 de l'hégire fait partie du groupe de la BID. Elle joue un rôle complémentaire par le développement et la mise à niveau du secteur privé considéré comme moyen de réaliser le développement économique et la prospérité sociale dans les pays membres. A cet égard, une audience sera consacrée à un exposé comportant les finalités et modalités du financement de cette institution, lequel sera présenté par un spécialiste dans cette institution.

Les autres activités entreprises par le groupe de la BID visant le soutien du secteur privé sont nombreuses, dont :

- La coopération avec l'union des institutions de financement en matière de développement dans les pays membres ;
- La mise en place de l'union générale des banques islamiques et des institutions financières ;
- Le renforcement des services rendus par les conseillers en donnant la priorité aux entrepreneurs des pays membres ;
- La promotion et dynamisation des travaux des entrepreneurs par l'instauration de l'union des entrepreneurs des Etats islamiques.

A cela s'ajoutent les financements accordés par la BID aux opérations du commerce extérieur, qui consistent à financer les importations et les exportations par divers programmes.

Par ailleurs, la BID gère un programme spécial portant sur le financement des exportations arabes vers les pays africains au profit de la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique.

Son Excellence Monsieur le Premier Ministre ;
Honorables Ministres ;
Excellences ;
Mesdames et Messieurs ;

Notre réunion aujourd'hui dans le cadre de cette rencontre bénie représente une bonne occasion pour échanger des opinions et discuter les questions importantes concernant les différentes formes d'investissement. Nous aspirons tous voir cette manifestation aboutir à des recommandations réalisables dans des programmes communs pour coopérer en matière de renforcement de l'investissement dans les pays de l'Afrique du Nord, et réaliser des projets susceptibles de générer des produits compétitifs

et d'attirer des investissements étrangers vers ces pays jouissant d'énormes atouts et potentialités.

Je tiens à saisir cette occasion pour louer les Hautes Directives de Sa Majesté Mohammed VI que Dieu le glorifie, tendant à assurer un environnement favorable à l'investissement, et celles adressées au Premier Ministre afin de simplifier les formalités pour les investisseurs et adopter une large décentralisation en matière de gestion des investissements.

Sans doute, de telles mesures représentent un pas important sur la voie de la dynamisation et de l'amélioration de l'environnement de l'investissement. En outre elles encouragent les investisseurs locaux et étrangers à investir davantage dans ces pays.

Je tiens également à louer les initiatives entreprises par le Centre de Développement pour l'Afrique du Nord pendant ces dernières années afin de renforcer les politiques de coopération et de concertation entre les pays membres sur les questions les plus importantes qui préoccupent la majorité des pays de la région. Dans ce cadre, un séminaire a été organisé en 1999 sur la gestion de la dette, l'investissement et le commerce dans les pays de l'Afrique du Nord. Vient s'y ajouter ce forum qui témoigne des efforts déployés par le Centre pour être à l'heure de l'actualité internationale et développer son travail de manière à répondre aux aspirations des pays de la région.

En conclusion, je voudrais vous assurer, Son Excellence et l'honorable présence, que votre institution la BID n'épargnera aucun effort pour soutenir le développement économique et social dans nos pays islamiques et contribuer au progrès et à la prospérité de leurs peuples. Je vous souhaite un bon séjour dans ce beau pays hospitalier.

Je vous remercie de votre attention.

ANNEXE III

PROGRAMME DES TRAVAUX

Jeudi 7 février 2002

Matin

9:00-10:30 **Enregistrement et bienvenue**

10:30-11:30 **Cérémonie d'ouverture**

Allocution de Son Excellence **M. Abderahman Youssoufi**, Premier Ministre du Royaume du Maroc

Allocution de Son Excellence **M. Nourredine Boukrouh**, Ministre de la Participation et de la coordination des réformes de la République Algérienne démocratique et populaire

Allocution de **Madame Rima Khalaf Hunaidi**, Sous-Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, Administrateur assistant et Directeur du Bureau régional du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour les Etats Arabes

Allocution de **Madame Lalla Ben Barka**, Secrétaire exécutif Adjoint de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique.

Allocution de **M. Hani Salim Sonbol**, Directeur régional de la Banque Islamique de développement, Rabat (Maroc)

11:30 -11 :45 **Pause Café**

1ère Session **INVESTISSEMENTS EN AFRIQUE DU NORD: CONTEXTE ET TENDANCES**

Président: **Mr. Felfela Yamani**, President, Egyptian Group of Investments (Egypte)

11:45-12:45 **Exposés**

▪ **L'Afrique un Continent porteur**

M. Driss Guerraoui, Professeur de Sciences économiques. Conseiller du Premier Ministre (Royaume du Maroc)

▪ **Les tendances actuelles de l'investissement en Afrique du Nord**

Madame Nezha Benabess Taarji, Chef, Promotion de l'investissement, CNUCED

- **Les flux d'investissement entre les Etats membres de l'Organisation de la Conférence Islamique et les pays de l'Afrique du Nord : problèmes et perspectives**

M. Aymen Kacem, Centre islamique pour le développement du commerce

- **Compétence et promotion de l'investissement**

M. Xavier Alphaize, Développement des ressources humaines, CNUCED

Déjeuner Libre

Après-midi

2^{ème} Session

**REFORMES EN COURS ET OPPORTUNITES
D'INVESTISSEMENT EN AFRIQUE DU NORD**

Président **M. Driss Alaoui M'daghri**, Ancien Ministre. Président, Salima Holding (Maroc)

15:00-16:15

Interventions

Madame Hafida Mouissat, Directrice de la Promotion et du suivi de l'investissement (Algérie)

Madame Fatma Mohamed Abdel Bary, Sous-secrétaire d'Etat, General Authority for Investment, Industrial Zones Sector (Egypt)

M. Hassan Bernoussi, Directeur de la Direction des Investissements extérieurs, (Maroc)

M. Kelly Oumar Sade, Directeur de la Promotion de l'investissement privé (Mauritanie)

M. Eltayeb Ahmed Osman, Président de l'Union de Chambres de commerce soudanaises (Soudan)

Madame Mongia Khemiri, Directeur général au Ministère de la Coopération internationale et de l'investissement extérieur (Tunisie)

16:15-16:30

Pause café

16:30 – 17:00 Commentaires

M. Hamid Alavi, Spécialiste du développement du secteur privé, Banque Mondiale

M. Michele Cimino, Délégué au partenariat et à la coopération de la région Sicilienne (Italie)

M. Xavier Coronas, Représentant du Président de la l'Association Méditerranéenne des Chambres de Commerce et d'Industrie (Espagne)

M. Pierre Dockes, Professeur de Sciences économiques, Faculté des Sciences économiques et de gestion, Université Lumière – Lyon II (France)

17:00 -17:45 Témoignages d'entrepreneurs et d'investisseurs

M. Fouad Chraïbi, Président de la Société RISMA. ACCOR (Maroc)

Madame Jaouida Jazaerli Kebbach, Représentante du Groupe Khalifa (Algérie)

Madame Leila Mekuria Worku, Assistant managing Director, The Safari Lodge, Nazareth (Ethiopie)

Madame Aziza El Aouad, Femme entrepreneur (Maroc)

17:45 -18:30 Débats

Soirée Réception offerte par Son Excellence le Premier Ministre du Royaume du Maroc

Vendredi 8 février 2002

Matin

3^{ème} Session LE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

Président : M. Mustapha Achour, Directeur général Arab Banking Corporation, Algérie, et Vice Président délégué de l'Association algérienne des banques et des établissements financiers (ABEF)

9:00 – 9:30 Exposés

▪ **LA BOURSE**

Madame Nezha Lahraichi, Professeur d'économie, Conseiller du Premier Ministre (Maroc)

▪ **LA BANQUE**

Mr. Moncef Cheffar, Vice-Gouverneur de la Banque Centrale de Tunisie (Tunisie)

- **L'ENTREPRISE**
M. Abdallah Zouhir, Président, Fédération des chambres de commerce, d'industries et de services du Maroc (Maroc)
- 9:30-10:00 Commentaires**
M. Lies Goumiri, PDG, FINAMEL SPA (Algérie)
M. S. Othmani, PDG, FRUITAL, Coca Cola (Algérie)
M. Coradini, President, Ital Flight (Italie)
M. Hamoud Ould Salihy, Représentant de la Table ronde des Hommes d'Affaires d'Afrique.
- 10:00-10:30 Débats**
- 10:30-10:45 Pause café**
- 4^{ème} Session LE RENFORCEMENT DU SECTEUR PRIVE EN AFRIQUE DU NORD**
Président Madame. Leyla Khaïat, Présidente, Chambre nationale des femmes chefs d'entreprises (CNFCF-UTICA) et Présidente, Femmes chefs d'entreprises mondiales (FCEM), (Tunisie)
- 10:45-11:30 Exposés**
 - **Privatisation et investissement**
M. Eltayeb Ahmed Osman, Président, Union des chambres de commerce du Soudan (Soudan)
 - **Renforcement du secteur privé en Afrique du Nord**
M. Mohamed Karim Ouzir, Responsable de porte-feuille, Société islamique de promotion du secteur privé, Banque Islamique de développement, Jeddah (Arabie Saoudite)
 - **Les conditions essentielles au développement du secteur privé en Afrique du Nord**
M. Naceur Bourenane, Chargé de programme principal, Banque Africaine de développement, Abidjan (Cote d'Ivoire)
- 11:30-11:45 Commentaires**
 - **M. Benyoussef El Hachemi**, Président de la Confédération des Petites et Moyennes Entreprises (Maroc)
 - **M. Jean-Baptiste Leccia**, Professeur à l'Ecole supérieure de commerce de Marseille (France)
 - **M. Reda Hamiani**, Industriel, Ancien Président de la Confédération algérienne du patronat, ancien Ministre de la PME/ PMI (Algérie)
- 11:45-12:15 Débats**

Après-midi

15.00 – 16.30 Table ronde: Femmes entrepreneurs (Salle A)

Invitée Spéciale : **Madame Edith Cresson**, Ancien Premier Ministre, France. Ancien Commissaire Européen

Modératrice : **Madame Joséphine Ouedraogo**, Directeur, Centre africain des femmes, Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique,

Invitées :

Madame Leyla Khaïat, Présidente, Chambre nationale des femmes chefs d'entreprises, Tunisie. Présidente, Femmes chefs d'entreprises mondiales (FCEM)

Madame Jaouida Jazayly Kebbach, Représentante du Groupe Khalifa (Algérie)

Madame Nadjet Dali Ali Nadjet, Directeur de l'ingénierie financière, SONATRACH (Algérie)

Madame Wahiba Benzineb, Cadre financier, Compagnie internationale d'assurance et de réassurance (CIAR) (Algérie)

Madame Chadia Niyazi, Directeur général, Industrial Bank of Egypt (Egypte)

Madame Sabah Chraïbi, Présidente, Association marocaine pour la promotion de l'entreprise féminine (ESPOD) (Maroc)

Madame Hassania Chalbi-Drissi, Présidente d'association Association pour la promotion de la femme entrepreneur (APROFE), (Tunisie)

Madame Najet Cherif, Entrepreneur, MARMOWIM (Tunisie)

Madame Nicole Dockes, Professeur de Droit, Faculté des Sciences économiques et de gestion, Université Lumière - Lyon II (France)

Madame Leila Mekuria Worku, Assistant Managing Directeur, The Safari Lodge (Ethiopie)

16 :45-18 :15 **Groupe de travail : Capital humain et développement de l'esprit d'entreprise (salle B)**

15 :00-18 :15 **Rencontres : Entrepreneurs-Investisseurs (Salle C)**

20:00 **Cérémonie de clôture**

- Communication de **M. Abdallah Zouhir**, Rapporteur du Forum
-
- Motion de remerciements

Réception

ANNEXE V

Motion de remerciements et de reconnaissance adressée à Sa Majesté le Roi Mohammed VI, Roi du Maroc

A l'occasion du Forum sur l'investissement en Afrique du Nord organisé par le Centre de développement sous-régional pour l'Afrique du Nord de la Commission Economique des Nations-Unies pour l'Afrique, les 7 & 8 Février 2002 à Casablanca, et dont la séance d'ouverture a été présidée par Monsieur Abderrahman Youssoufi, Premier Ministre marocain, nous, participants au Forum, avons l'honneur de vous exprimer notre reconnaissance et de notre gratitude.

Tout en vous témoignant également nos vifs remerciements pour l'intérêt particulier que le Gouvernement de Votre Majesté accorde à ce Forum, ce qui lui a permis toutes les conditions de réussite, nous vous souhaitons pleine santé et prospérité, à votre pays plus de développement et à votre peuple généreux tout à quoi il aspire de bonheur et de prospérité.

Que la paix et la bénédiction de Dieu soit avec vous.



NATIONS UNIES

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

**CENTRE DE DEVELOPPEMENT SOUS-REGIONAL
POUR L'AFRIQUE DU NORD (CDSR)**

Forum sur l'Investissement en Afrique du Nord

Casablanca (Maroc), 7-8 février 2002

LISTE DES PARTICIPANTS

ALGERIE

1. M. Nouredine Boukrouh
Ministre de la participation et de la coordination des réformes
Ministère de la participation et de la coordination des réformes
de la République algérienne démocratique populaire
Alger
2. Mme. Hafida Mouissat
Directrice de la Promotion et du suivi de l'investissement
Ministère des affaires étrangères – Direction générale « Afrique »
Alger
3. M. Ahmed Mezmar
Chargé d'Etudes et de Synthèses
Ministère des affaires étrangères – Direction générale « Afrique »
Alger
4. M. Nouredine Saoudi
Chargé du Protocole
Ministère des affaires étrangères – Direction générale « Afrique »
Alger
5. Mme. Jaouida Jazayly Kebbache
Représentante du Groupe Khalifa (Algérie)
Paris
Fax : 00 331 58 05 31 29

6. M. Mohamed Rebbah
Directeur général
Association formation et perfectionnement en gestion (AFPG)
Ministère de l'industrie
Alger
Fax : 00 213 21 23 97 45
7. M. Baba Hafnaoui
Directeur général
FANOTIS, Sarl
Adresse : Zone Industrielle de Derogna – Bordj El Kiffean – Wilaya d'Alger
Tél : 00 213 21 86 25 97 / 21 86 25 98
Fax : 00 213 21 86 25 99
E-mail : Fanotis@algeziainfo.com
8. M. Mourad Goumiri
Président Directeur général
Société Financière de Garantie et du crédit immobilier (SGMI)
Secteur d'activité : Assurances
Adresse : 7, Chemin du Paradou – Hydra - BP 33M Hydra Alger - (Algérie)
Tél : 213 21 48 25 87/21 60 90 12
Fax : 213 21 68 48 50
E-mail : mgoumiri@hotmail.com
9. M. Nadir Guita
Directeur général
Laboratoire Algérien de Développement Pharmaceutique (L.A.D Pharma, s.a.r.l.)
Secteur d'activité : Fabrication pharmaceutique
Adresse : La Petite Provence Lot N°40 - Hydra – Alger (Algérie)
Tél : 00 213 21 691920 / 21 69 32 03
Fax : 00 213 21 69 17 39
E-mail : lad-pharma@djazair-connect.com - ladpharma@hotmail.com
10. M. Chibila Abdelkader
Directeur Exécutif
Secteur d'activité : Fabrication pharmaceutique
Adresse : La Petite Provence Lot N°40 - Hydra – Alger (Algérie)
Tél : 00 213 21 691920 / 21 69 32 03
Fax : 00 213 21 69 17 39
E-mail : lad-pharma@djazair-connect.com
ladpharma@hotmail.com
11. M. Said Belaïdouni
Directeur général
FINALEP Spa
Secteur d'activité : Capital Investissement
Adresse : Route Nationale No. 1 Villa Cheza-Staoueli – Alger (Algérie)
Tél : 00 213 21 39 34 94 / 96
Fax : 00 213 21 39 20 20
E-mail : finalep@wissal.dz
12. Mme. Benzineb Wahiba
Cadre Financier
Compagnie internationale d'assurance et de réassurance (CIAR)

Secteur d'activité : Assurance et réassurance
Adresse : 27, rue des Frères Belhafidh (Ex. Rue d'Anjou)
Le Paradou – Hydra - Alger
Tél : 00 213 21 69 15 97 – 69 22 75 – 48 42 06
Fax : 00 213 21 69 21 94
E-mail :
Site web : www.laciar.com

13. M. Jean-Michel Deroussen

Directeur commercial
Compagnie internationale d'assurance et de réassurance (CIAR)
Secteur d'activité : Assurance et réassurance
Adresse : 27, rue des Frères Belhafidh (Ex. Rue d'Anjou)
Le Paradou – Hydra - Alger
Tél : 00 213 21 69 15 97 – 69 22 75 – 48 42 06
Fax : 00 213 21 69 21 94
E-mail
Site web : www.laciar.com

14. M. A. Djamal

Directeur général
Institut National du Travail
Adresse : Route de Sidi Lakhel Seballa - BP N°5 Draria -Alger (Algérie)
Tél : 213 21 55 02 32
Fax : 213 21 55 02 40
E-mail : intalgerie_travail@hotmail.com
Site web : www.int-algerie.iquebec.com

15. M. Ali Touati

Vice-Gouverneur de la Banque d'Algérie
Banque d'Algérie
Adresse : 38, Bd. Franklin Roosevelt - Alger (Algérie)
Tel : 00 213 21 23 02 16
Fax : 00 213 21 23 96 14

16. M. Achour Mustapha

Directeur général de l'Arabe Banking Corporation (ABC)
Et Vice-Président de l'associations professionnelle des banques et des établissements financier (ABEF)
Secteur d'activité : Associations des banques algériennes
Adresse : 12, Bd. Mohamed V - Alger
Tél : 213 21 63 73 80/84 – 90 22 69 – Fax 63 75 32
Fax : 213 21 637 380 / 637 532

17. M. Daoudi Ammar

Directeur général
Banque de développement local (BDL)
Alger

18. M. Bouatouata Kamel-Eddine

Chargé de Mission
Banque de développement local (BDL)
Alger

19. M. Chitibi Aissa
Cadre dirigeant
Banque nationale d'Algérie
Adresse : Alger
20. M. Zirmi Amine
Chef de Division
Banque nationale d'Algérie
Adresse : Alger
21. M. Hafid Mohamed Seddik
Directeur général
Banque Al Baraka d'Algérie
Alger
22. M. Yahiatène Ahcène
Directeur général adjoint
Banque du Maghreb arabe pour l'investissement et le commerce (BAMIC)
Alger
23. M. Slimane Taleb Rédha
Président directeur général
Compagnie algérienne d'assurance et de garantie des exportations (CAGEX)
Alger
24. M. Bessadi Tahar
Directeur central
Caisse nationale du logement (CNL)
Alger
25. M. Ait Younes Kamel
Directeur central
Crédit Populaire d'Algérie (CPA)
Alger
26. M. Hassen Khodja Ahmed Chawki
Directeur central
Crédit Populaire d'Algérie (CPA)
Alger
27. M. Abderrahmane Benkhalfa
Secrétaire général / Banques
Associations professionnelle des banques et des établissements financier (ABEF)
Secteur d'activité : Associations des banques algériennes
Adresse : 12, Bd. Mohamed V - Alger
Tél : 213 21 63 73 80/84 – 90 22 69 – Fax 63 75 32
Fax : 213 21 637 380 / 637 532
28. M. Taieb Ezzeraimi Adeldkader
Directeur général, SIM
Secteur d'activité : Agro-Alimentaire
Adresse : Zone Industrielle Ain romana – Mouzair
Tél : 213 25 44 53 13
Fax : 213 25 44 53 10

29. M. Kentache Abbas
Assistant PDG Partenariat
Groupe E.N.P.C.
Secteur d'activité : Transformation des plastiques et caoutchoucs
Adresse : Z.I. BP 452 – 453 G ENPC Setif 19000 - Algérie
Tél : 00 213 36 93 75 45- 49
Fax : 00 213 36 93 05 65
E-mail : genpc@elidhab-carist.dz
30. M. Henouda El Farazdak
Directeur général
SARL CCD
Secteur d'activité : Centre commercial El Djahedh – Grande distribution -
Tourisme
Adresse : Plaine Ouest N° 2 Cité 9275 Lots Annaba - Algérie
Tél : 00 213 39 84 78 12 / 00 213 38 84 77 71- GSM 213 61 32 05 82
Fax : 00 213 39 84 77 67
E-mail : HENOUDA-F@caramail.com
31. M. Ben Belkacem Abdelmalek
Gérant/Directeur
Sarl « La Boucle d'Or »
Secteur d'activité : Fabrication de maroquinerie (privé)
Adresse : Ave. Achaba Semnni BP 73 Bir El Djir - Oran
Tél : 00 213 41 43 12 57
Fax : 00 213 41 43 16 45
32. M. Djedidi Mohamed Bachir
Président directeur général
Groupe Wouroud
Secteur d'activité : Parfumerie - Emballage
Adresse : 39450 Kovinine - Algérie
Tél : 00 213 32 20 15 25
Fax : 00 213 32 20 15 60
E-mail : wouroud@wouroud.com
33. M. Nemdil Boualem
Gérant
Sarl Newbrod
Secteur d'activité : Textile - Broderie industrielle– confection de linge de maison
Adresse : 02, Route de Blida – Souma 09470
Tél : 00 213 25 39 97 13
Fax : 00 213 25 39 90 40
34. M. Goumiri Lias
Président directeur général
FINAMEL Group Spa
Secteur d'activité : Société d'investissement – tous secteurs d'activités
Adresse : 123, Lot Benhaddoudi Said Cheraga - Alger
Tél : 00 213 21 36 81 65 / 36 81 69
Fax : 00 213 21 37 94 83
E-mail : finamel@djazair-connect.com

35. M. Slimani Mohand Ameziane
Directeur général
Compagnie d'Assurance (L'Algérienne des Assurances 2AA)
Secteur d'activité : Assurances
Adresse : 71 Rue Belkacem Mohand (Ex. Ravin de la femme sauvage) Alger
Tél : 00 213 21 47 68 72 à 77
Fax : 00 213 21 47 68 78
Site web : www.2a-dz.com
36. M. Abdelaziz Ahmed
Président directeur général
ENICE Spa
Secteur d'activité : climatisation
Adresse : Cité Kumi Belkacem N° 25/02 Dar El Beida - Alger
Tél : 00 213 21 50 53 76 – 213 61 09 36
Fax : 00 213 21 50 67 76
E-mail : abdelaziz@yahoo.fr - enicespa@wissal.dz
37. M. Bensmida Hocine
Gérant
Auto-Plast
Secteur d'activité : Industrie - Automobile
Adresse : Sce Commercial – Cité 1200 Logt bloc N04 Bab Ezzouar - Alger
Tél : 00 213 21 24 49 99
Fax : 00 213 24 47 73
38. M. Siad Mohammed
Directeur général
Ets Siad
Secteur d'activité : Automobile
Adresse : Bd. Colonel Amirouche 15300 – Azazga – Tizi Ouzou - Algérie
Tél : 00 213 26 34 18 25
Fax : 00 213 26 34 14 80
E-mail : siad@compuserve.com
39. Mme. Djarbi Laila
Associé
SOTIMED
Secteur d'activité : importation produits pharmaceutique
Adresse : Algérie
Tél : 00 213 21 49 65 41
Fax : 00 213 21 46 65 41
40. M. Zaimeche Mohamed Rafik
Directeur général – Gérant
Sarl El Wiam de la Petite Kabylie
Secteur d'activité : Liège, bouchons, Panneaux d'isolation d'agglomérat blancs
Adresse : Village Belzhimooz – El Auccer (W. Jijel)
Tél : 00 213 34 42 66 66
Fax : 00 213 34 42 71 90
E-mail : zaimche@wpk-dz.com
Site web : www.wpk-dz.com

41. M. Bouanani Laïdi

Directeur des moyens généraux

Sarl El Wiam de la Petite Kabylie

Secteur d'activité : Liège, bouchons, Panneaux d'isolation d'agglomérat blancs

Adresse : Village Belzhimooz – El Aucer (W. Jijel)

Tél : 00 213 34 42 66 66

Fax : 00 213 34 42 71 90

E-mail : zaimeche@wpk-dz.com

Site web : www.wpk-dz.com

42. M. Larbi Mohamed Rachid

Directeur général

SOFINANCE, Spa

Secteur d'activité : Financement et prise de participation

Adresse : Ave. Mohamed Belkacem - Ravin de la femme sauvage - Alger

Tél : 00 213 21 67 77 17

Fax : 00 213 21 67 77 17

E-mail : sofinance@djazair-connect.com

43. M. Cheikh Saad

Propriétaire

Manufacture Nador

Secteur d'activité : Fabrication d'article de protection en cuir Habillage
des cabines de véhicules

Adresse : 6, Rue Mâchou Ahmed 14200 Sougueur – Algérie

Tél/Fax : 00 213 46 43 90 65

44. M. Cheikh Abdelhadi

Directeur technique

Manufacture Nador

Secteur d'activité : Fabrication d'article de protection en cuir Habillage des cabines
de véhicules

Adresse : 6, Rue Mâchou Ahmed 14200 Sougueur – Algérie

Tél/Fax : 00 213 46 43 90 65

45. M. Moussi Smail

Chef de Département

SONELGAZ

Secteur d'activité : Energie

Adresse : 2Bd. Krim Belkacem – Alger - Algérie

Tél : 00 216 21 72 31 76

Fax : 00 216 21 72 26 84

E-mail : s.moussi@sonelgaz.dz

Site web : www.sonelgaz.dz

46. M. Areski Abahri

Chef de projet chargé de la Division suivi des filiales - SONELGAZ

Secteur d'activité : Energie

Adresse : Immeuble 700 bureau Gué de Constantine RN 38 - Alger

Tél : 00 213 21 83 00 28

Fax : 00 213 21 83 93 93

E-mail : arezki.aba@voila.fr

47. M. Ali Zatout
Ingénieur d'études - SONELGAZ
Secteur d'activité : Energie
Adresse : Immeuble 700 bureau Gué de Constantine RN 38 - Alger
Tél : 00 213 21 83 00 28
Fax : 00 213 21 83 93 93
E-mail : a_zatout@yahoo.com
48. M. Farouk Bouyacoub
Président directeur général
Banque de l'agriculture et du développement (BADR)
Secteur d'activité : Bancaire
Adresse : 17, Bvd. Colonel Amirouche - Alger
Tél : 00 213 21 63 49 22
Fax : 00 213 21 63 51 46
49. M. Othmani Said Moncef
Président directeur général, FruitAl Algérie
Secteur d'activité : Agroalimentaire
Adresse : AI Rouba route nationale n°5 – Rouiba - Alger
Tél : 00 213 21 81 21 50 / 81 11 51
Fax : 00 213 21 81 22 93
E-mail : nca_rouba@yahoo.com
50. M. Ali Sadmi
Président
Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB)
Secteur d'activité : Valeurs mobilières
Adresse : Palais Consulaire 6, Bd. Amilcar Cabral – Alger
Tél : 213 21 71 24 81 / 71 31 36
Fax : 213 21 71 21 98 / 71 24 62
E-mail : sadmi_ali@yahoo.fr
51. M. Boutarfa Noureddine
Président Directeur général
AEC – Algerian Energy Company
Secteur d'activité : Energie, Gaz/Electricité, dessalement d'eau de mer
Adresse : 12 Bd. Krim Belkacem - Alger
Tél : 00 213 21 72 27 75
Fax : 00 213 21 72 31 58
E-mail : n.boutarfa@sonelgaz.dz
52. M. Aouidj Arezki
Gérant
PROTECMO Ingénierie
Secteur d'activité : Maintenance industrielle
Adresse : Centre d'affaires Rafik – Route de Ain Taya – Rouiba - Alger
Tél : 00 213 21 85 56 58
Fax : 00 213 21 85 57 05
E-mail : protecmo@djazair-connect.com

53. Mlle Choulak Selma
Assistance commerciale
ANISLAB
Secteur d'activité : Matériel de laboratoire et d'analyse industrielle
Adresse : Cité Annessers II – Bât. 11 B 1 – 16052 Alger
Tél : 00 213 21 29 46 81
Fax : 00 213 21 29 46 81
E-mail : anislabdz@yahoo.fr
54. M. Kadri Mohamed
Gérant
ANISLAB
Secteur d'activité : Matériel de laboratoire et d'analyse industrielle
Adresse : Cité Annessers II – Bât. 11 B 1 – 16052 Alger
Tél : 00 213 21 29 46 81
Fax : 00 213 21 29 46 81
E-mail : anislabdz@yahoo.fr
55. M. Mohamed Bouteldja
Président Directeur général
SACO-SOFIEMCA
Secteur d'activité : Production du granulat « Gravier » - Matériel déjà acquis pour
5000T/jour – Recherche partenaire – Bâtiment gravier
Adresse : Chemin des Cretes 27120 – Mazagran – Mostaganem - Algérie
Tél : 00 213 45 21 99 25/20
56. M. Ramdane Omar
Modern Ceramic
Alger
57. M. Zetchi Baachi
Faiencerie Algérienne
Alger
58. M. Kheireddine Ouacel
INJELEC
Alger
59. Mlle Hadia Amrane
Sous-Directeur des relations avec les institutions financières internationales
Direction générale des relations financières extérieures
Secteur d'activité : Finances
Adresse : 11 Bd. Victor Hugo – Alger
Tél : 00 213 21 73 54 72
Fax : 213 21 73 35 43
60. M. Abdelkrim Mokhtari
Sous-Directeur des organisations sous-régionales et de l'intégration continentale
Ministère des affaires étrangères – Direction générale Afrique
Adresse : El-Mouradia – Alger
Tél : 00 212 21 50 64 44
Fax : 00 212 21 50 41 70
61. M. Zouaoui Abdallah

Gérant
Semoulerie Zouaoui Frères
Secteur d'activité : Agriculture
Adresse : Zone industrielle Lôt N015 – Boumerdes - Alger
Tél : 00213 35 68 46 94 / 00 213 61 37 00 98
Fax : 00 213 35 68 59 55

62. M. Ahmed Elantri Tibaoui
Consultant (Ex-Délégué aux participations de l'Etat)
Secteur d'activité : Commerce international/investissements
Adresse : 70 rue Larbi Allik – Hydra
Tél : 00 213 21 54 84 74
Fax : 00 213 21 54 86 74
E-mail : siamed_t2001@yahoo.fr
63. M. Selkim Mohamed
Groupe EPLE Boumerdes
Adresse : BP N°50M – Boumerdes – Algérie
Tél : 00 213 24 81 60 28 / 81 71 29/81 77 18
Fax : 00 213 24 81 87 95
64. M. Chami Mohamed
Directeur général
Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI)
Alger
65. M. Hamiani Redha
Industriel, Ancien Ministre de la PME-PMI
66. M. Harchaoui Abdelkrim
Expert, ancien Ministre des Finances
67. M. Kadri Saadane
Directeur général CACI
68. M. Arachich Ben Youssef
69. M. Boufnouche Abdelmalek
70. M. Cherfaoui Hakim
71. M. Debboub Youcef
72. Mme. Djabri Leila
73. M. Fezoua Farid
74. Mme Goumiri Anissa
75. M. Hasnaoui abdellah
76. M. Hassan Jamai
77. Mme Kabouya Aida
78. M. Kaidali Nadir
79. M. Khalder Arezki
80. M. MIR Sidi Ahmed
81. M. Nezzar Mohamed Kamel
82. M. YAKER Yacine

EGYPTE

83. Ms Rasha Abdullah Sayed
Economic Researcher
General authority for investment and Free Zone
Secteur d'activité : Promotion sector
Adresse : 30, Sherif Street, Cairo (Egypt)
Tél : 202 393 87 59
Fax : 202 39 33 977
E-mail : gafiaa@maktoob.com
84. Ms. Fatma Mohamed Abdel Bary
Under Secretary of State
General Authority for Investment
Secteur d'activité : Industrial Zones Sector
Adresse : Cairo, Nasr City (Egypt)
Tél : 00 202 2748465
Fax : 00 202 2748465
E-mail : gafi-indust-zone@gafinet.net
Site Web : menanet.net
85. Mr. Adel Sayed Ali Abdelrezzak
General Director
Direction générale de coopération avec les organisations africaines
Cairo
Fax : 00 202 591 33 06
Tél : 00 202 5922142
86. Ms Fatma Abu El Ezz
The Egyptian Business Women Association (EBWA)
43, Abdel Razeq El Sanhoury Street
Nasr City
Tel: 00 202 275 5813 - Fax: 00 202 275 5813
Cairo, Egypt
87. Mr. Yamani Felfela
Chairman and Managing Director
Egyptian Group for Investments
Secteur d'activité : Industrial, Globalisation, tradings, tourism, maritime and constructions investments.
Adresse : 8 Rasdhan St. Mesaha Sq. Dokki, Giza – A.R.E (Egypt)
Tél : 00 202 338 44 72 – 337 91 40
Fax : 00 202 760 71 23
E-mail : SADCI.SAPT@planet.tn

LIBYE

88. Mr. Ali Shamekh Mohamed
Deputy Chairman and General Manager
Secteur d'activités: Oil Invest International
Tél : 00 218 21 360 55 78
fax : 00 218 21 360 66 08

89. Mr. Mohamed A. Mahmoud abukaish
Director - Sahel and Sahara participation Dept.
Libyan Arab African investment CO
Adresse : Tripoli (Libye)
Tel : 218 21 3603417/11/13
Fax : 218 21 3603418/16
90. Mr. Abdellah Ali Akmal
Statistician
Libyan Arab African investment CO
Secteur d'investissements: Investissements
Adresse : Al Taoura street - Tripoli (Libye)
Tel : 218 21 3614886 / 3614882
Fax : 218 21 3600707
91. Mr. Abumadin A. Ghri
Libyan Arab African investment CO
Adresse : BP 81370 - Tripoli (Libye)
Tel : 218 21 3603411/12
Fax : 218 21 3603418
92. Mr. Fayed M. Altwair
Libyan Arab African investment CO
Adresse : BP 81370 - Tripoli (Libye)
Tel : 218 21 3603411/12
Fax : 218 21 3603418
93. Abdelhadi bazouda
94. Al Khattabi Mustapha
95. El ghirani Mohammad
96. Fathi B. Bouhlaia
97. Ibrahim Abani
98. Ismail Mehdi Hassan
99. Mohamed El Madani

MAROC

100. M. Abderahman Youssoufi
Premier Ministre du Royaume du Maroc
Premier Ministère
Rabat
101. M. Abdelhamid Aouad
Ministre de la Prévision économique et du Plan
Rabat
102. M. Blidi Noura
Gérante
Green Daylight Services
Secteur d'activité : Distribution de fruits et légumes frais
Adresse : Hay El Menah Lot N°100 CYM – Rabat
Tél: 00 212 37 29 43 46 / 29 43 58
E-mail: fblidi@wanadoo.net.ma

103. M. Mustapha Jebari
Chef du service de la coopération régionale du système des Nations Unies
Direction de la coopération multilatérale
Adresse : Ave. Roosevelt – Rabat
Tél : 00 212 37 76 28 41/76 11 23/76 15 83
Fax : 00 212 37 76 55 08 / 76 46 79
E-mail : ministere@maec.gov.ma
104. M. Hani Salim Sonbol
Directeur régional
Banque islamique de développement (BID)
Bureau régional
Rabat
Fax : 037 75 72 60
105. M. Fouad Chraïbi
Président du Directoire
ACCOR / RISMA, S.A.
Colline II, n° 33 - Route de Nouasser, Sidi Maârouf - Casablanca (Maroc)
Tél : 212 22 97 78 03
Fax : 212 22 97 48 52
E-mail : CHRAIBI_Fouad@accor-hotels.com
106. M. Driss Alaoui M'Daghri
Ancien Ministre
Président, SALIMA Holding
Avenue Hassan II - BP 90
Mohammédia
Fax : 023 31 23 16
107. M. Benyousef El Hachemi
Président
CGMPE
Casablanca
Fax : 022 22 89 67
108. M. Abdenasser Bouazza
Président
MIMVEST HOLDING
Secteur d'activité : Gestion des valeurs mobilières
Adresse : 10, lotissement Fadloulah – Route D'el Jadida – Casablanca
Tél : 00 212 22 99 49 49
Fax : 00 212 22 98 67 77
E-mail : hinvest@maronet.net.ma
109. M. Mario Calderoni
Directeur Central (Membre du Directoire)
Crédit du Maroc
Secteur d'activité : Bancaire
Adresse : 48-58 Bd. Mohammed V. - Casablanca
Tél : 212 22 47 77 11
Fax : 212 22 20 49 73
E-mail : calderoni@atlasnet.net.ma

110. M. Gehard Anger
Conseiller
GTZ – Coopération allemande
Secteur d'activité : Mise à Niveau – Industrie marocaine
Adresse : BP 8104 Casa – Oasis, 20103 Casablanca (Maroc)
Tél : 00 212 22 97 30 98
Fax : 00 212 22 97 30 98
E-mail : gtz-mci@wanadoopro.ma
111. Directeur administratif et financier
Chambre française de commerce et d'industrie du Maroc
Secteur d'activité : Association
Adresse : 15 ; Ave. Mers-Siltan - Casablanca
Tél : 212 22 20 90 90
Fax : 212 22 20 01 30
E-mail : cfcim@chno.net.ma
Site Web : www.cfcim.org
112. M. Khalid Idrissi Khaitouni
Responsable de l'information économique
Chambre française de commerce et d'industrie du Maroc
Secteur d'activité : Association
Adresse : 15 ; Ave. Mers-Siltan - Casablanca
Tél : 212 22 43 96 02
Fax : 212 22 20 01 30
E-mail : cfcim@chno.net.ma
Site Web : www.cfcim.org
113. M. Abbad Andaloussi
Directeur général adjoint
WAFABANK
Secteur d'activité : Marché des Entreprises et de l'international
Adresse : 163, Av. Hassan II - Casablanca
Tél : 212 22 26 65 03 / 212 22 54 52 00
Fax : 212 22 47 03 88
E-mail : m.abbad@wafabank.co.ma
114. Mme. Selma Tahiri
Directeur
Banque Commerciale du Maroc - Club Invest Export
Adresse : 2, Bd. My Youssef – Casablanca
Tél: 00 212 22 46 97 53
Fax: 00 212 22 22 38 08
115. M. Jawad Bekkali
Banque Commerciale du Maroc
Dépt. Projet finance
Adresse : 2, Bd. My Youssef – Casablanca
Tél: 00 212 22 46 97 35
Fax: 00 212 22 20 15 44 / 22 22 38 25

116. Mme. Moumni
Banque Commerciale du Maroc
Dépt. Projet finance
Adresse : 2, Bd. My Youssef – Casablanca
Tél: 00 212 22 46 97 35
Fax: 00 212 22 20 15 44 / 22 22 38 25
117. Mme. Jawhara Raiss
Sous-Directeur
Banque Commerciale du Maroc - Club Invest Export
Adresse : 2, Bd. My Youssef – Casablanca
Tél: 00 212 22 46 97 53- Fax: 00 212 22 22 38 08
118. M. Abdallah Zouhir
Président
Fédération des Chambres de commerce, d'industrie et de services du Maroc
6, rue Erfoud – BP 218 – Hassan
Rabat
119. M. Omar Akalay
Président du Group Marsharf, S.A.R.L.
Adresse : 31, Rue Mohamed Ben-Brahim – Oasis - 20100 Casablanca (Maroc)
Fax: (022) 98 75 77
120. Mme. Sabah Chraïbi
Présidente Nationale
Association marocaine pour la promotion de l'entreprise féminine - ESPOD
Adresse : 19 Bd. De 9 Avril – Palemiers - Casablanca
Tél : 00 212 22 98 97 90
Fax : 00 222 22 98 97 90
E-mail : Rcherifi@cpm.co.ma
121. Mme. Rajae Lazerak
Réseau ESPOD
Association marocaine pour la promotion de l'entreprise féminine - ESPOD
Adresse : 19 Bd. De 9 Avril – Palemiers - Casablanca
Tél : 00 212 22 98 97 90
Fax : 00 222 22 98 97 90
E-mail : espod@hotmail.com
122. M. Bennani Nouzha
Peintre sur Verre
Association ESPOD
Secteur d'activité : Peintre sur verre
Adresse : Secteur 10 – Im. 12 appt. N°1 Hay Riad - Rabat
Tél : 00 212 37 71 04 38 – GSM 064 99 06 43
123. Mme. Rajae Alami
Administrateur - ECOFERTIL
Secteur d'activité : Revalorisation des matières organiques
Adresse : 8, Rue Messonier 21ème étage – Maârif - Casablanca
Tél : 212 22 25 82 51
Fax : 212 22 39 01 63
E-mail : ecof@wanadoo.net.ma

124. M. Naimi Mustapha
Professeur Chercheur
Groupe d'études sahariennes pluridisciplinaires (GESP)
Secteur d'activité : Gestion, organisation et aménagement au Sahara
Adresse : 26, rue Mohamed Fidouzi/Quartier des hôpitaux – Casablanca
20100
Tél : 212 22 48 79 67 / 212 22 260086 / 212 22 67 20 1493
Fax : 212 22 47 46 34 / 22 48 79 64
E-mail : mnamai@wanadoo.net.ma
125. Mme. Belhaj Narjiss
Chercheur d'université
Université Mohamed V
Secteur d'activité : Droit
Adresse : 29, rue michlifen Agdal Rabat
Tél : 00212 64 915 065
126. Mme. Benabdenbi Fettouma
Président Fondatrice
Secteur d'activité : Promotion de la Micro entreprise féminine
Adresse : 15 bd. Des 9 avril - Casablanca
Tél : 00 212 22 52 45 20
Fax : 00 212 22 52 45 22
E-mail : djerrari@hootmail.com
127. Mme. Maria Fernandes Morales Farina
Directeur administrative
Chambre espagnole de commerce
Secteur d'activité : chambre de service
Adresse : 33, Rue Fardi Khalifa – 21000 Casablanca
Tél : 00 212 22 30 56 02
Fax : 00 212 22
E-mail : camcoes-casa@casanet.ma
128. M. Mohamed El Haouzali
Chef du département des relations extérieures
Chambre de Commerce d'industrie et de services de Rabat
Secteur d'activité : Promotion économique, coopération consulaire,
économique, formation, conseil
Adresse : 1, Rue Ghandi BP 131 - Rabat
Tél : 00 212 37 70 64 66 / 70 31 85
Fax : 00 212 37 70 67 68 / 37 70 31 66
E-mail : elhaouzali@caramail.com
129. M. Taieb Jamaï
Directeur, Maroc-Business
Secteur d'activité : Press/Public-relations
Adresse : 4, rue Aicha Oum Almouminine Casablanca 20000
Tél : 00 212 22 49 23 29 – GSM 00212 64036952
E-mail : marobusiness@yahoo.fr

130. M. Ahmed Hajjaji
Président du directoire
Société de Développement Agricole (SODEA)
Ministère de l'agriculture, du développement rural et des eaux et forêts
Secteur d'activité : Agriculture et Agro-Industrie
Adresse : Ave. Haj Ahmed Cherkaoui BP 6280 – Rabat Institus Agdal
Tél : 00 212 37 77 04 84
Fax : 00 212 37 77 15 14
E-mail : a.hajjaji@sodea.com - Site web : www.sodea.com
131. M. Laraichi Abdellaq
Directeur général
Société nouvelle des conduites d'eau (SNCE)
Secteur d'activité : B.T.P. et canalisations eau potable et irrigation
Adresse : Résidence Kays – Agdal - Rabat
Tél : 00 212 37 77 66 67
Fax : 00 212 37 77 66 74
E-mail : snce@iam.net.ma
132. M. Abouyoub Ahmed
Chef Bureau OADA – Rabat
organisation arabe pour développement agricole - OADA
Secteur d'activité : Organisation régionale OADA
Adresse : 17, rue Tiddas BP 636 - Rabat
Tél : 00 212 37 76 74 76
Fax : 00 212 37 76 04 06
E-mail : aodart@mtds.com
133. M. Mohamed El Maaroufi
Chef de département des relations extérieures et de l'information
Office pour le développement industriel (ODI)
Secteur d'activité : Promotion d'investissements et du partenariat dans le secteur industriel
Adresse : ODI – 10, rue Ghandi – BP 211 - Rabat
Tél : 00 212 37 70 69 11 / 37 70 84 60/32
Fax : 00 212 37 70 76 95
E-mail : elmaaroufi@odi.gov.ma
134. M. Andrés Martinez Estevez
Représentant du CDTI au Maroc
Centre pour le développement technologique industrielle Maroc-Espagnol
ODI/CDTI
Adresse : ODI – 10, rue Ghandi – BP 211 - Rabat
Tél : 00 212 37 20 16 36- Fax: 00 212 37 70 85 06
E-mail : amartinez@odi.gov.ma
Site Web: www.cdti.es / www.odi.gov.ma
135. M. Omar Derraji
Président
Chambre de commerce d'industrie et de services à Rabat
Adresse : N°1, rue Ghandi – BP 131 Rabat
Tél : 00 212 37 70 31 60 / 37 70 64 66
Fax : 00 212 37 70 31 66 / 37 70 67 68
E-mail : derraji@ccisrs.org.ma

136. M. Khalid Barrada
Administrateur
ERMA
Secteur d'activité : Promotion immobilière
Adresse : 19, rue le Corail complexe du Roi Abdulaziz Al Zaoud – Paranafa - Casa
Tél : 00 212 22 39 80 76/77
Fax : 00 212 22 39 82 81
137. Mme. Benabdennebi Ouafae
Chef division coopération
ANAPPEC
Secteur d'activité : Service public emploi
Adresse : 50, rue caporal Driss Chbakou Ain Borja 20000 Casablanca
Tél : 00 212 61 18 50 54
Fax : 00 212 22 60 07 46
E-mail : wafaeb@hotmail.com
138. Mme. Khadija Ezzoumi
Directeur des affaires administratives et financières
ANAPPEC
Secteur d'activité : Service public emploi
Adresse : 50, rue caporal Driss Chbakou Ain Borja 20000 Casablanca
Tél : 00 212 22 60 07 46 / 22 60 08 77
Fax : 00 212 22 60 07 18
E-mail : wafaeb@hotmail.com
139. M. Chafika Rached
Directeur général
ANAPPEC
Secteur d'activité : Service public emploi
Adresse : 50, rue caporal Driss Chbakou Ain Borja 20000 Casablanca
Tél : 00 212 22 60 07 46
Fax : 00 212 22 60 07 18
E-mail : rached@offppt.org
140. M. Ahmed Ibrahimi
Directeur de la programmation
Ministère de la prévision économique et du plan
Rabat
141. M. Ahmed Jamila
Chef de la Division des programmes de l'infrastructure économiques
Ministère de la prévision économique et du plan
Rabat
142. M. Jamil El Bardii
Chef de la Division des secteurs productifs
Ministère des prévisions économiques et du plan
Rabat
143. M. Mourad Karouani
Chef de la Division des études générales
Ministère des prévisions économiques et du plan
Rabat

144. M. Khalid El Messnaoui
Chef de la Division des Projections et de la prospective
Ministère des prévisions économiques et du plan
Rabat
145. M. Abderrahim Akesbi
Chef de la Division recherche et innovation
Ministère de l'industrie, du commerce, de l'énergie et des mines
Rabat
146. M. Ali Berrada Gouzi
Chef de la Division de la planification industrielle
Ministère de l'industrie, du commerce, de l'énergie et des mines
Rabat
147. Dr. Bachir Saoud
Président du Directoire de la société de gestion des terres agricoles (SOGETA)
Ministère de l'agriculture, du développement rural et des eaux et forêts
Adresse : 35, Rue Sait Erroumi – Agdal - Rabat
Tél : 00 212 37 77 28 34 à 37
Fax : 00 212 37 77 27 65
E-mail : SOGETA@dim.net.jma
148. M. Mohamed Tazi
Directeur du Centre d'information pour l'investissement agricole
Ministère de l'agriculture, du développement rural et des eaux et forêts
Rabat
149. Mme. Aicha El Kalady
Directrice (Agence Ain Sebâa), ANAPEC
Secteur d'activité : Promotion de l'Emploi
Adresse : 35, Allée des sopheros – Ain Sebaa - Casablanca
Tél : 00 212 22 66 41 92
Fax : 00 212 22 66 41 93
E-mail : clopeainsbaa@atlasnet.net.ma
150. M. Rahmani Mohammed
Vice Président
Chambre de commerce et industrie et de services de Rabat
Adresse : 1, rue Ghandi BP 131 - Rabat
Tél : 00 212 37 86 34 86 / 85 33 83
Fax : 00 212 3786 27 48
E-mail : sico@mtds.com
151. M. Mohamed Tazi
Directeur du Centre d'information pour l'Investissement agricole
Ministère de l'Agriculture du développement rurales et eaux et forêts
Secteur d'activité : Agriculture
Adresse : Ministère de l'Agriculture – Quartier administratif BP 607 - Rabat
Tél : 00 212 37 76 65 04
Fax : 00 212 37 76 64 87
E-mail : tazim@ciaa.mad.gov.ma

152. M. Mohamed Nabil Tazi
Administrateur délégué
IGLO FISH S.A.
Secteur d'activité : Elaboration et exportation de poissons congelés
Adresse : BP 73 – Laayoune Port Maroc
Tél : 00 212 22 39 49 01 / 212 61 33 36 84
Fax : 00 212 22 25 81 75
E-mail : iglofish@wadern.net.ma
153. Mme. Zhiri Ilhem
Gérante
Imprimerie El Maarif Jadida
Secteur d'activité : Edition, Impression arts graphiques, diffusion, librairie, distribution.
Adresse : 8 rue er rakha BP 1213 CYM - Rabat
Tél : 00 212 37 79 47 08 / 09 / 15
Fax : 00 212 37 79 47 38
E-mail : i.zhir@groupeelmaarif.com
Site web : www.groupeelmaarif.com
154. Mme. Laïla Sebti
Chargée de la Division promotion, communication et de la coopération
Direction des investissements extérieures
Ministère de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme
Adresse : 2, rue Honain, angle Michlifén, Haut Agdal - Rabat
Fax : 037 67 34 42
155. M. Abdelhakim Kemmou
Président de la chambre de commerce, d'industrie et de services de Casablanca
Adresse: 98, Bd. Mohamed V - Casablanca
Fax : 022 26 84 36
156. M. Hassan Ferhat
Président de la CCIS d'El Kelaa-des Sraghna
El Kelaa-des Sraghna
157. Moulay Said Abbary
Président de la CCIS d'Essaouira
Essaouira
158. M. Mohamed Hessou
Président de la CCIS de Kénitra
Kénitra
159. Moulay Mehdi Alaoui Mdaghri
Président de la CCIS de Khénifra
Khénifra
160. M. Taieb El Moussaoui
Président de la CCIS de Laayoune
Laayoune
161. M. Abdelouah El Messaoudy
Président de la CCIS de Taza

162. M. Allal Boulouis
Président de la CCIS d'Oujda
Oujda
163. M. Ahmd Benyahia
Président de la CCI de Settlat
Settat
164. M. Hassan Ouslime
Directeur
Fédération des chambres de commerces et d'industries du Maroc
Maroc
165. Mme. Dounia Taarji
Directeur général
Conseil déontologique des valeurs mobilières
6, rue Jbel Moussa, Agdal
Rabat
Fax : 037 68 89 46
166. Pofesseur Driss Guerraoui
Professeur de Sciences économiques
Conseiller du Premier Ministre
Premier Ministère – Rabat
Tél : 037 76 99 96
Fax : 037 76 17 77
167. Mme. Lahraichi Nezha
Professeur - Conseillère du Premier Ministre
Premier Ministère
Palais Royal
Rabat
Tél : 037 76 99 96
Fax : 037 76 17 77
168. M. Hassan Bernoussi
Directeur - Direction des investissements extérieures
Ministère de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme
32, rue Honain, angle Michlifén, Haut Agdal
Rabat
Fax : 037 67 34 17 / 037 67 34 42
169. M. Belkacem Boutayeb
CGEM
Casablanca
170. Mme. Amrani Aicha née Lassri
Gérante de Sté
SADAS
Secteur d'activité : Courtage en assurances
Adresse : 4, Rue Blida Q.H. Casablanca
Tél : 00 212 22 48 33 70 à 75
Fax : 00 212 22 722 4 56
E-mail : sadassurances@hotmail.co

171. Mme. Faouziya Tarik
Présidente fondatrice d'EGICO-Sup
EGICO-Sup
Secteur d'activité : Enseignement supérieur (Ecole supérieure de Gestion d'informatique et de commerce)
Adresse : 41 Bvd. Pasteur - Tanger
Tél : 00 212 39 93 64 54 / GSM 00 212 67 87 31 35
Fax : 00 213 39 93 87 91
E-mail : egico_sup@hotmail.com
172. M. Zouhair Chorfi
Direction du Trésor et des finances extérieures
Ministère de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme
Rabat
173. M. Mahi Tibaoui
Directeur général
Gaz Access
Adresse : Route Côtière 111 – Hay Al Karam N09 – Ain Sebaa – Casablanca
Tél : 00 212 22 67 38 76
Fax : 00 212 22 67 38 77
E-mail : tibaoui@hotmail.com
174. M. Ahmed Khyad
Cadre-Ingénieur
Ministère du Commerce, de l'industrie de l'Energie et des Mines
Adresse : Av. Med V – Qt. Administratif – Chellah MCIEM - Rabat
Tél : 00 212 37 66 00 25
Fax : 00 212 37 66 00 28
E-mail : kyhad@hotmail.com
175. M. Mostafa Boororo
Directeur commercial
GLAPORT, Sarl
Adresse : 142, rue Marrakech – N°E N°2 – Nador
Tél : 00 212 61 42 34 28
Fax : 00 212 56 34 87 84
E-mail :
176. M. Said Bekkari
Président Directeur général
SAETMA
Adresse : 44, Bd. d'Anfa – Casablanca
177. Mme. Halima Ennaciri
Adresse : Quartier El Fanadik, Ait Ourir – Marrakech
Tél : 00 212 44 48 09 21 – GSM 00 212 67 64 62 13
E-mail : halima@yahoo.fr
178. M. Alouani Said
Entrepreneur
Adresse : Angme Ave. Mly Ali chrif et Ave. Tarik Ibn Ziad – Temmara – Massira
Tél : 00 212 37 60 94 88 - Fax : 00 212 37 60 93 11
E-mail : voici12000@voilà.fr

179. M. Berrada Mohammed Aziz
Président directeur général
Groupe Galaxy
Adresse : 34 – Av. Hassan Seghir – Casablanca
Tél : 00 212 22 31 61 45 / 80 / 212 22 44 45 81 / 44 47 54
Fax : 00 212 22 31 70 46 / 22 44 51 99
E-mail : galaxy@wanadoo.net.ma
180. M. Mohamed Chiquer
Directeur d'études
Caisse de dépôt et de gestion
Adresse : Place My Hassan – BP 408 – Rabat
Tél : 00 212 37 66 92 34
Fax : 00 212 37 76 38 49
E-mail : chiquer@cdg.org.ma
181. Mme. Slaoui Hamouda Rajae
Présidente ESPOD Fès Maroc
ESPOD Fès Maroc
Adresse : Rue Abi Hanifa Rce My Driss (UN)
Tél : 00 212 61 19 50 28
Fax : 00 212 5 654874
E-mail : raja.slaoui.h@caramail.com
182. M. Omar Benisahnoune
Directeur du développement et des participations industrielles
GROUPE ONA
Adresse : 60, rue d'Alger - Casablanca
Tél : 00 212 22 22 41 02
Fax : 00 212 22 26 88 55
E-mail : o.benisahnoune@ona.co.ma
183. M. Bouazzaoui Mohammed
Directeur de Mission
ISAM (Institut supérieur des Arts et Métiers)
Adresse : Iman Centre, Angle Rue Arrachid Mohamed et rue My. Abderahman – Casablanca
Tél : 00 212 22 44 90 39 / 41
Fax : 00 212 22 44 90 41
E-mail : isam@elan.com.ma
184. Mme. Alaoui Fatema
Président
ONG
Casablanca
185. Mme Aarab Touria
186. M. Abdelghni Lakhdar
187. M. Abdelhadi Bayouda
188. M. Abdelhamid Chraïbi
189. M. Abdellali Mastour
190. M. Abdelmajid Benmoussa
191. M. Abou abdellah Ahmed
192. M. Al Abid Essousi El Korachi, Presse

193. M. Alaoui Moustain Zidane
194. M. Alouani Said
195. M. Anouar El Midaoui
196. Mme Ben Mahi Malika
197. M. Benyoussef El Hachimi
198. M. Bity Abbes
199. M. ElJacifi El Hassane
200. M. Ettadaloui Hamid
201. Mme Fatima Alaoui
202. M. François Alain
203. Mme Hadi Iman
204. M. Hajoubi Omar
205. M. Hassan Jamaï, I T E X
206. Mme Jihane Hariri
207. M. Jillali Hassounie
208. M. Khaled Chaabouni
209. M. Khatfi Said, Presse
210. M. Lucien Leuwenkroon
211. M. Marc Winkel
212. Mme Aziza El Aouad
213. M. Mohamed Labsir
214. M. Mohamed Tahiri
215. M. Mohammed Boudhaim
216. M. Mohib Hamdi, Streamedia
217. M. Mouaad Jamal
218. M. Moulay Mehdi Alaoui Mrani
219. M. Moutawakil Mohamed Larbi
220. M. Musallam Fawzi, CMKD
221. M. Mustafa Bouarourou
222. M. Mustapha Boudzouza, Presse
223. M. Mustapha Mellouk, Streamedia
224. Mme Narjiss Loubaris
225. M. Nassaf Abdelhak, Presse
226. Mme Naziha Boudribila
227. Mme Nour Chawki, Presse
228. M. Ouchker Jamal
229. M. Oukacha Noureddine
230. M. Raqbi Abederrahmane, Streamedia
231. M. Saad Hamoumi
232. M. Sabar Jamal, Streamedia
233. Mme Sbiti Laila
234. Mme Soraya Badraoui Drissi
235. M. Touimi Mohamed, Streamedia
236. Mme Tounassi Fadoua, Presse
237. M. Zhar Hamid
- 238.

MAURITANIE

239. M. Hamoud Ould Salihy
Secrétaire général Représentant de la Table ronde des Hommes d'affaires d'Afrique
Générale de banque de Mauritanie pour l'investissement et le commerce
Adresse : Ave. De l'indépendance – BP 5558 – Nouakchott
Tél : 00 222 525 36 36 – Direct : 222 525 2000
Fax : 00 222 525 46 47
E-mail : hamoud@gbm.mr - gbm@gbm.mr
240. M. Mohamed Ould Ely,
Conseiller du Directeur général
Chambre de commerce d'industrie et d'agriculture en Mauritanie
Secteur d'activité : Assistance aux PME
Adresse : BP. 215 - Nouakchott (Mauritanie)
Tél : 00 222 525 38 95 ou (M) 222 647 01 05
Fax : 00 222 525 38 95
241. M. Ould Cherif Bouya Hamdi
Président directeur general
SOFREB-GAZ
Adresse : BP 1023 – Nouakchott – Mauritanie
Tél : 00 222 529 33 02
Fax : 00 222 529 57 84
E-mail : sofreb@yahoo.mr
242. M. Mohamed Abdellah Ould Bidar
Directeur général
Sté Mokhtar de d'investissements et développement
Adresse : Nouakchott – Mauritanie
Tél : 00 222 52 551 95 – GSM 00 222 64 19 970
Fax : 00 222 52 552 09
243. M. Sidi Mohamed Ould Ahmed Salem
PDG
Ets SMOAS
Adresse: BP 40008 Nouakchott
Tél : 00 525 16 91
Fax : 00 525 72 47 / 525 16 91
E-mail : smoas@opt.mr
244. M. Kelly Oumar Sada
Directeur
Direction de la promotion de l'investissement privé
Secteur d'activité : Promotion et assistance aux opérateurs privés
Adresse : BP 238 – Nouakchott
Tél : 222 529 04 35
Fax : 222 525 51 10
245. M. Sayid Ould Abdallahi
Secrétaire général adjoint
Confédération générale des employeurs de Mauritanie
Secteur d'activité : Organisation socio-professionnelle du patronat
Adresse : BP 383 Nouakchott

Tél : 00 222 529 44 86 GSM 00 222 630 24 94
Fax : 00 222 525 91 08

246. Ahmadou Khiarnass
247. Mohamed Mahmoud Ould Sidi

SOUDAN

248. Mr.Sayed Ahmed Abou Gabal
Deputy general Director
Economic Policies and programs
Ministry of Finance and National Economy
P.O. 298
Khartoum / Soudan
Tél: (249 11) 77 01 57/77 41 21
Fax : (249 11) 77 56 30
249. Mr. Isam El-Zein El Mahi
General Manager
Khartoum Stock Exchange
Adresse : Al Baraka Tower – 5th Floor - PO Box 10835 -Khartoum
Tel : 00249 11 782 250 – 782332 / GSM 00 249 1 239 24 72
Fax : 782225
E-mail : isamzein@yahoo.com
250. Mr. Eltayeb Ahmed Osman
Chairman
Union of Chambers of commerce
Adresse: P.O Box 81 – Khartoum
Tél : 00 249 11 776 645 / 00 249 11 781 886 GSM 00 249 12 303375
Fax : 00 249 11 780 748
251. Mr. Ezz Eddine Zayed
Chairman
Sudanese Businessmen and Employers Federation
Adresse: PO Box 1758 Khartoum – Soudan
Tél : 00 249 11 43 12 77 – 43 12 78 – 43 12 79 – 43 12 80
Fax : 00 249 11 43 12 81/3
252. Ambassador Abdel-Monaim Mostapha Amine
Councillor
Sudanese Businessmen and Employers Federation
Adresse: PO Box 1758 Khartoum – Soudan
Tél : 00 249 11 43 12 77 – 43 12 78 – 43 12 79 – 43 12 80
Fax : 00 249 11 43 12 81/3
253. Bensaber Roudha
254. Sayed Azzedine

TUNISIE

255. M. Lassaâd Beji
Trésorier
Chambre de commerce et industrie de Tunis
Adresse : 1, Rue des Entrepreneurs – 1000 Tunis (Tunisie)
Tél : 00 216 71 35 03 00
Fax : 00 216 71 35 47 44
E-mail : ccitunis@planet.tn
256. Mme. Mongia Khemiri
Directeur général
Ministère de la Coopération internationale et de l'investissement extérieur
Secteur d'activité : Assistance aux investisseurs étrangers
Adresse : 98, Avenue Mohammed V 1004 Tunis
Tél : 216 71 849 596
Fax : 216 71 799 069
E-mail : assistance@ma.gov.tn
Site Web : www.investintunisia.com
257. Mme. Gribaa Farida
Président directeur général
MIA
Secteur d'activité : Injection et métallisation sous vide du plastique
Adresse : 18 rue el Foulaedh – ZI Ben Arous 2013 - Tunisie
Tél : 00 216 71 38 97 18
Fax : 00 216 71 38 97 14
E-mail : mia@gnet.tn
258. Mme. Oueslati Lamia
Gérante de Société
IFE, International Fairs Exhibitions
Secteur d'activité : Organisation des Fairs et salons en Tunisie et à l'étranger
Adresse : 7, Rue François Thorrand – Mutuelle Ville 1002 Tunis - Tunisie
Tél : 00 216 71 286 709
Fax : 00 216 71 847 321
E-mail : ife@gnet.tn
259. Mme. Mounira Bouraoui
Gérante
L'Ambre
Secteur d'activité : Couture
Adresse : 11, Rue du Sénégal – Tunis 1002
Tél : 00 216 71 781 915 - Fax : 00 216 71 847 985
260. Mme. Ben Saber Raoudha
Gérante
Plastiform
Secteur d'activité : Industrie
Adresse : 48, Avenue la Mosquée Erraoudha - 2036 Soukra
Tél : 00 216 71 76 47 36
Fax : 00 216 71 76 48 99
E-mail : plastiform@planet.tn

261. M. Cherif Najet
Chef d'entreprise
MARMOWIN
Secteur d'activité : Haute couture, Broderie
Adresse : El Ensaré – El Minzah VI - Tunis
Tél : 00 218 8323575 - 0021671238605
Fax : 00 216 71 238605
E-mail : imencherif@yahoo.fr
262. Mme. Mongia Amara
Gérante
FRUCTIDOR
Secteur d'activité : Agro-alimentaire
Adresse : 16 Bis Rue Alphonse Laveran 1002 Tunis
Tél : 00 216 71 795 425
Fax : 00 216 71 796 386
E-mail : fructidor@planet.tn
263. M. Abid Moncef
Directeur
Agence de promotion de l'industrie
Secteur d'activité : Industrie
Adresse : 63, Rue de Syrie – 1002 Tunis Belvédère
Tél : 00 216 71 792 144
Fax : 00 216 782 482
E-mail : api@api.com.tn
Site web: www.tunisieindustrie.nat.tn
264. M. Azaïez Hend
Président directeur général
A-Z Confection Sarl
Secteur d'activité : Layette B-B, Vêtement B.B et Enfant
Adresse : 24, Av. de la mosquée El Rraoudha 2036 Soukia - Tunisie
Tél : 00 216 71 765 092
Fax : 00 216 71 765 092
265. Mme. Bouden Essid Samia
Directrice technique – Gérante
SAMTEX
Secteur d'activité : Travail à façon
Adresse : 22, Av. de la Mosquée El Raoudha 2036 Soukra - Tunisie
Tél : 00 216 71 765 201
Fax : 00 216 71 765 092
266. Mme. Besbes Myriam
Gérante
PHABS
Secteur d'activité : Parfums – cosmétiques
Adresse : 6, Centre Alyssa – 2092 El Manar 1 – Tunis
Tél : 00 216 71 88 33 56
Fax : 00 216 71 88 56 74
E-mail : phabs@planet.tn
Site web : Industrie cosmétique accepte tout autres projets.

267. Mme. Daya Rafika
Président directeur général
Sté de Plâtre chirurgical
Adresse : 23, rue Ibn Bassam – El Menzah IV – 1004 – Tunis
Tél : 00 216 71 786 707 / 71 751 198
Fax : 00 216 71 787 437
268. M. Moncef Chaffar
Vice Gouverneur
Banque Centrale de Tunisie
Adresse : 25, rue Hédi Nouira-BP 777-1080 TUNIS
Tél : 00 216 71 34 28 40 / Direct : 216 71 352 191
Fax : 00 216 71 34 67 83 / 216 71 340 615
269. Mme. Ben Mansoum
Secteur d'activité : Fabrication d'articles en cuir et semi-cuir
Adresse : Rue 6812 N°1 Cité Ibn Khaldoun Tunis
Tél : 00 216 71 925 486 / 9834 44 40
Fax : 00 216 71 925 486
270. M. Abdallah Triki
Gérant
FINECO, SA
Secteur d'activité : Etudes financières et économiques
Adresse : Rue du Lac Windermère, Im. AMG Bureau N05-3^{ème} étage – 1053
les berges du Lac
Tél : 00 216 98 371 170 / 00 216 71 96 44 40 – 96 33 71
Fax : 00 216 71 964 001
E-mail : samia_gueldich@fineco.com.tn
271. M. Khedhir Fathi
Directeur commercial
Gérant
FINECO, SA
Secteur d'activité : Etudes financières et économiques
Adresse : Rue du Lac Windermère, Im. AMG Bureau N05-3^{ème} étage – 1053
les berges du Lac
Tél : 00 216 98 371 170 / 00 216 71 96 44 40 – 96 33 71
Fax : 00 216 71 964 001
E-mail : samia_gueldich@fineco.com.tn
272. Dr. Salah Benabdallah
Directeur des techniques de certification
Agence nationale de certification électronique
Secteur d'activité : Certificat numérique, signature numérique, cryptographie,
sécurité des réseaux, PKI, réseaux privés virtuels.
Adresse : 3 bis rue d'Angleterre, Tunis RP 1000
Tél : 00 216 71 359 407
Fax : 00 216 71 320 210
E-mail : sba@certification.tn
Site web : www.certification.tn

273. Mme. Leyla Khaïat
Présidente
Chambre nationale des Femmes chefs d'entreprises (CNFCF-UTICA)
et Présidente des Femmes chefs d'entreprises mondiales (AFEM)
Adresse : Immeuble Yasmine, Apt. 1.1 – les Berges du lac - 2045 Tunis (Tunisie)
Tél : 00 216 71 32 96 53
Fax : 00 216 71 78 05 82 / 86 26 09
274. M. Ali Nakai
Directeur des Relations internationales
Union tunisienne de l'industrie, de commerce et de l'artisanat (UTICA)
116, Avenue de la liberté
1002 Tunis
Fax : 216 71 801 189
Tél: 216 71 892 302 – 783 108
E-mail : utica@utica.org.tn
275. Mme. Hassania Chalbi-Drissi
Consultante – Présidente d'association
Association pour la promotion de la femme entrepreneur (APROFE)
Adresse : 6 rue Ali Ibn Abi Taleb Menzah VI – 2037 - Tunis
Tél : 00 216 71 754 9007
Fax : 00 216 71 235 376
E-mail : drissi@gnet.tn
276. M. Lassaad Ben Slimande
Gérant de Société
GSA
Secteur d'activité : Agro-Alimentaire – Boulangerie – Pâtisserie
Adresse : 47, Ave. De l'indépendance – DenDen - Tunis
E-mail : lassaad.benslimance@plant.tn
277. M. Maamar Mokhtar
Mme. Menerria (épouse)
Gérant - MATUBO
Secteur d'activité : Fabrication de Boulonnerie
Adresse : Z.I. de Menzel Jemil – Bizerte - Tunisie
Tél : 00 216 72 440 175 / 72 440 869
Fax : 00 216 72 440 815
E-mail : matubo@planet.tn
278. M. Khediri Faouzi
Gérant
Star Trading Company
Secteur d'activité: Commerce internationale
Adresse : Toute de Sousse – Messadine - Tunisie
Tél : 00 216 73 265 054 – 00 216 73 25 99 19
Fax : 00 216 73 265 055
279. M. Ali Falah
Directeur de la Représentation commerciale tunisienne
Ambassade de Tunisie au Maroc
Représente : CEPEX : Centre Tunisien de Promotion des Exportations
Adresse : 36 A- Bd. Anfa – Résidence ANAFE – 9^{ème} étage - Casablanca

Tél : 00 212 22 22 19 90 / 22 27 49 67
Fax : 00 212 22 27 49 63

280. M. Youssef Ali
Gérant
Mobilier personnalisé
Secteur d'activité : Fabrication de meubles de style
Adresse : Route de M'sakem – Messadine
Tél : 00 216 73 28 54 33
Fax : 00 216 73 28 54 11
281. M. Mouldi Ayari
Membre du bureau Exécutif de l'UTICA
Tunis
282. M. Salaheddine Hamdi
Directeur général des stratégies industrielles
Ministère de l'Industrie
Tunis
283. M. Salah Mtibaa
Directeur général de l'APIA – Agence de Promotion des investissements agricoles
Tunis
284. Ben Saber Roudha
285. Hannachi Sihamed
286. Jallouli Ahmed

AUTRES PAYS

ARABIE SAUDITE

287. Mr. Br. Sidi Ould Behaha
Investment Marketing Officer
The Islamic corporation for the Insurance of Investment and Export Credit
Adresse : P.O. Box 15722 - Jeddah 21454, Saudi Arabia
Tel: 9662 6445666 / 6361400
Fax: 6443447 / 6379504
E-mail: iciec@isdb.org.sa
288. Mr. Abdel Aziz Omar Al-Nassir
Président directeur général
Al-Sharif Group
Secteur d'activité :
Adresse : PO Box 10049 – Jeddah 21433 – Saudi Arabia
Tél : 00 966 26635544
Fax : 00 966 2660 36 80
E-mail : sogers@nesma.net.sa
289. Mr. Adel H. Hamedo
Finance Manager
Al-Sharif Group
Secteur d'activité :
Adresse : PO Box 10049 – Jeddah 21433 – Saudi Arabia
Tél : 00 966 2660 36 72
Fax : 00 966 2660 36 80
E-mail : sogers@nesma.net.sa
290. Mr. Shelhoub Saleh Al Shelhoub
Businessmen
Shelhoub corportation for general trade
Secteur d'activité: Investissement immobilier, industriel et agricole
Adresse : Riyadh
Tél : 00 966 1 46 47 141
Fax : 00 966 1 465 34 65
291. Dr. Abdelkader Bashir Othman
General Director
Motawer Corporation
Riyadh
Fax: 00 966 – 2 – 682 85 31
292. M. Dhahry Ali Salah
293. M. Mohamed A. Al Ateeq

BELGIQUE

294. M. Philippe Boxho
Projet Manager
Heidelbercement – Droup Strategy and Development
Secteur d'activité : Ciment
Adresse : C/o S.A. cimenteries CBR –
Chaussée de la Hulpe 185 B-1170 Bruxeles
Tél : 00 32 2 678 32 39
Fax : 00 32 2 678 32 09
E-mail : philippe.boxhole@cybergrou.com

COTE D'IVOIRE

295. M. Naceur Bourenane
Chargé de programme principal
Banque africaine de développement (BAD)
Adresse : 01 BP 1387 - Abidjan 01
Tél : 225 20 20 58 74 (LD) / 20 20 48 68 (Sect.) / 22 44 81 22 (Dom.)
Fax : 225 20 20 49 64
E-mail : M.BOURENANE@AFDB.ORG
296. M. Alfredo Abad
Chargé d'investissement supérieur
Banque africaine de développement (BAD)
Adresse : 01 BP 1387 - Abidjan 01
Tél : 225 20 20 44 44
Fax : 225 20 20 49 64

ESPAGNE

297. M. Xavier Coronas
Secrétaire général
Association méditerranéenne des chambres de commerce et d'industrie
ASCAME (CCI Barcelone)
Secteur d'activité: Chambres de commerce
Adresse: Avenida diagonal, 452 – 08006 – Barcelone - Espagne
Tél; 00 34 93 416 94 80
Fax : 00 34 93 416 93 01
E-mail : xcoronas@mail.cambrabcn.es

ETHIOPIE

298. Mme. Leila Mekuria Worku
Assistant Managing Director
The Safari Lodge
Adresse : PO Box 841 – Adma - Nazareth
Tél : 00 251 2 12 20 12 / 13
Fax : 00 251 2 12 20 13
E-mail : leilaworku@hotmail.com

EMIRATS ARABES UNIS

299. Mr. Sufyan Al Muhaisen
International Sales Manager
TEJARI.COM
Secteur d'activité:
Adresse : PO Box 500001 - Dubai
Tél : 00 971 4 391 37 77
Fax : 00 971 4 391 80 82
E-mail : sufyan.almuhaisen@tejari.com
Site Web : www.tejari.com
300. Mr. Khaled Mohamed Al Jasem
General Director
Fujairah chamber of Commerce Industry and Agriculture
Adresse: PO Box 738 – Fujairah – UAE
Tél : 00 9719 2222400
Fax : 00 9719 2221464

FRANCE

301. Mme. Edith Cresson
Ancien Premier Ministre et ancien commissaire européen
Av. Georges V 75008 - Paris
Tél : 00 33 1 53 67 79 45
Fax : 00 33 1 53 67 79 49
302. Professeur Pierre Dockes
Faculté des Sciences Economiques et de Gestion
Université LUMIERE – Lyon II
16 Quai Claude Bernard
69365 Lyon Cedex 07
Fax : 4 72 72 64 48
303. Professeur Nicole Dockes
Professeur de Droit
Faculté des Sciences Economiques et de Gestion
Université LUMIERE – Lyon II
16 Quai Claude Bernard
69365 Lyon Cedex 07
Fax : 4 72 72 64 48
304. Professeur J.B. Leccia
Ecole supérieure de commerce
Marseille (France)
Tél : 00 33 4 91 73 84 34 – GSM 00 33 6 15 17 76 45
Fax : 00 33 4 91 82 71 57
305. M. Mohammed Benhima
Conseiller à l'International CCIP - Délégation de Paris
2, Place de la Bourse - 75002 Paris
Tél : 00 331 53 40 47 16
Fax : 00 331 53 40 47 03
E-mail : mbenhima@cci.fr

306. M. Allag-Sadek
Conseiller – Maghreb
Chambre de commerce et d'industrie de Paris
Secteur d'activité : CCIP
Adresse : 2, rue de Viarmes - 75001 Paris France
Tél : 00 331 55 65 39 36
Fax : 00 331 55 65 37 00
E-mail : mallag@ccip.fr
Site Web : www.ccip.fr
307. M. Robert Rouaud
Responsable des affaires internationales
Chambre de commerce et d'industrie de Marseille-Provence
Adresse : 35, rue Sainte-victoire – 13292 Marseille
Tél : 00 33 4 913 95 601
Fax : 00 33 4 913 93 465
E-mail : robert.rouaud@marseille-provence.cci.fr
308. Mme. Jean Claude Legal
Direction des services aux entreprises
Chambre de commerce et d'industrie de Marseille-Provence
Adresse : 35, rue Sainte-victoire – 13292 Marseille
Tél : 00 33 491 138 654
Fax : 00 33 491 138 501
309. Mme. Marlène Tuininga
Journaliste, Fondation Charles
Adresse : 324 rue des Pyrénées – 75020 – Paris
Tél : 00 33 1 46 36 70 95
Fax : 00 33 1 43 14 75 99
E-mail : tuininga@casynet.fr
310. M. Philippe André
Gérant
Banque Arjil+Associés
Secteur d'activité : Banque d'affaires
Adresse : 43, Rue Vineuse 75016 – Paris (France)
Tél : 00 331 55 73 21 06
Fax : 00 331 55 73 22 32
E-mail : p.andre@arjil-associés.com
311. M. Majdi Mustapha
2MC
Secteur d'activité : Organisation et conseil d'entreprises
Adresse : 1, Rue Louis Rolland – 92120 Montrouge
Tél : 00 33 1 40 20 48 13
Fax : 00 33 1 40 20 96 98
E-mail : soteink@club.internet.fr
312. M. Ammar Bounaas
Mobilisateur d'entreprises investisseur
Adresse : Nancy - France
Tél/Fax : 00 33 383 21 70 24
E-mail : ammarbounaas@aol.com

313. M. Taher Neffati
Directeur
Banque intercontinental arabe
Adresse : 67, Rue Franklin Roosevelt – 75008 Paris
Tél : 00 33 1 53 76 62
Fax : 00 33 1 42 89 09 95
314. M. Tahar Boudjelli
Directeur
Banque intercontinental arabe
Adresse : 67, Rue Franklin Roosevelt – 75008 Paris
Tél : 00 33 1 53 76 62
Fax : 00 33 1 42 89 09 95
315. M. Mohamed Nasr Allah
Directeur
Sarl Bureau des Conseils et des services internationaux
Secteur d'activité : Conseils et de la prestation de services
Adresse : 58 bis, Avenue Victor Hugo – 94600 Choisy le roi - France
Tél : 00 33 1 45 60 41 54
Fax : 00 33 1 45 60 41 54
316. M. Charles Agueh
Directeur Marketing
Direct Sud – Consulting Group
Adresse : 4, place de la Défense 92974 Paris la Défense cedex
Tél : 00 33 1 46 52 03 74
Fax : 00 33 1 47 82 43 64
317. M. Sail Brahim
Directeur général, IMMAR
Secteur d'activité : Etudes et conseil
Adresse : 111, Av. Victor Hugo
Tél : 00 33 1 53 65 13 35
Fax : 00 33 1 53 65 18 94
E-mail : immaconseil@aol.com
318. M. Feghali Walid
Directeur général
NUTRIS CO.
Secteur d'activité : Equipement Industriel + laboratoires + commerce extérieur
Adresse : 135 Ave. Emile Zola 75015 - Paris
Tél : 00 33 1 40 59 03 03
Fax : 00 33 1 40 59 00 33
E-mail : nutris.co@wanadoo.fr
319. M. Feghali Jihad
Président directeur général
NUTRIS CO.
Secteur d'activité : Equipement Industriel + laboratoires + commerce extérieur
Adresse : 135 Ave. Emile Zola 75015 - Paris
Tél : 00 33 1 40 59 03 03
Fax : 00 33 1 40 59 00 33
E-mail : nutris.co@wanadoo.fr

320. M. Ziadi Douadi
Entrepreneur
Société Inter SCOP – Nancy
Adresse : RN4, les Baraques 54520 Laxou
Tél : 00 33 3 83 96 37 14
Fax : 00 33 3 8 96 34 43
321. M. Aboud Mohamed
Conseil en Gestion Entreprise
Adresse : 1, rue de Florence – 54500 Vandoeuvre – France
Tél : 00 33 60 76 189 85
Fax : 00 33 83 56 15 42
322. M. Jean Baptiste Leccia
Professeur
Ecole supérieure de commerce
Secteur d'activité : Formations
Adresse : 184, Av. de la Lunury – 13288 – Marseille Cedex 9
Tél : 00 33 4 91 82 71 60
Fax : 00 33 4 91 82 71 57
E-mail : jbleccia@aol.com
323. Mlle Temmar
Communication économique
Groupe Khalifa
Secteur d'activité : Transport aérien, secteur bancaire, constructions
Adresse : 6, rue Galvani - 75017 - Paris
Tél : 00 33 1 58 05 31 06
Fax : 00 33 1 58 05 31 08
E-mail : feriETT@hotmail.com

324. Baghdadi Alain

ITALIE

325. M. Michele Cimino
Délégué au partenariat et à la coopération de la région Sicilienne
326. M. Coradini
Président
Ital Flight (Italie)
327. M. Louis G. Lo Bianco
Directeur de la Chambre du commerce italienne au Maroc
Rabat
Rue Amine Kacem - CASABLANCA 01
Tél : (212) 2 27 82 17
Fax : (212) 2 27 86 27
328. M. Aldo Amato
329. M. Angelo Brunetti
330. M. Calogero Barbera
331. M. Cuffaro Salvatore
332. M. Fausto Fagone

- 333. M. Giuseppe Ansaldi
- 334. M. Manlio Raimondi
- 335. M. Ovidio Perra
- 336. M. Patti
- 337. M. Raimondo Rosania
- 338. M. Rapisarda Mario
- 339. M. Salvatore Fagone
- 340. M. Salvatore Granatelli
- 341. M. Salvatore Scarbacci
- 342. M. Stefano Grasso
- 343. Mme Caletti Michele

Suisse

- 344. Obbad Noureddine

AGENCES DU SYSTEME DES NATIONS UNIES

Commission Economique pour l'Afrique (CEA)

345. Mme. Lalla Ben Barka
Secrétaire exécutif adjoint de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique
CEA
Addis Ababa
346. Mme. Joséphine Ouedraogo
Director
African Centre for Women
Secteur d'activité: Gender/Women and Development
Adresse: PO Box 3001 – Addis Ababa
Tél: 00 251 1 51 12 63
Fax: 00 251 1 51 27 85
E-mail : jouedraogo@uneca.org
347. M. Halidou Ouedrago
Chief, SRDC Coordination Unit
UN-NADAF Secretariat, COES
Nations Unies - Commission économique pour l'Afrique
Adresse : UNECA, P.O. Box 3001 - Addis Ababa, Ethiopia
Tél : (251-1) 51 04 68 ou 44 34 18 - Fax : (251-1) 51 04 68
E-Mail : housed@yahoo.org ou housedraogo@uneca.org
348. M. Yousif Ali Suliman, Chief
Regional Cooperation and Integration Division
Nations Unies - Commission économique pour l'Afrique
Adresse : UNECA, P.O. Box 3001 - Addis Ababa, Ethiopia
Tél: 00 251 1 51 66 29 - Fax: 00 251 1 51 30 38
E-mail : sulimany@un.org
349. M. Henri Fourcault
ECA
350. M. Asmelash Beyene
Regional Advisor on entrepreneurship and private sector development
Development Management Division
ECA

Centres de développement sous-régionaux de la Commission économique pour l'Afrique (CDSR)

351. M. Hakim Ben Hammouda,
Director
Subregional Development Centre for Centre Africa
B.P. 836
Yaounde, Cameroun
Tel: (237) 223 14 61 - Fax: (237) 223 31 85
E-mail: hbenhammouda@uneca.org

352. Mr. Guillermo Mangue
Economic Affairs Officer
UNECA/SRDC-SA
Secteur d'activité : Economics
Adresse : UNECA/SRDC-SA, PO Box 30647 – Lusaka (Zambia)
Tél : 260-1 22 8502/5
Fax : 260-1 236949
E-mail : manguereg@yahoo.com
353. M. Bossa Marcellin Vlavonou
Economiste Agro-Industriel
CDSR-AO
Secteur d'activité : Développement agro-industrielle en Afrique et en Afrique de l'Ouest
Adresse : CDSR-AO (Ex. MULPOC) BP 744 – Niamey (Niger)
Tél : 00 227 72 44 57 – 72 29 61 – 72 42 83
Fax : 00 227 72 28 94 – 72 42 84
E-mail : srdcwest@eca.ne - bvlavonou@eca.ne
Site Web: www.eca.ne
354. M. Nikwigize André
CDSR-AE
Kigali
PO Box 4654
Kigali – Rwanda
355. M. Birane Cisse
CDSR-AE
Kigali
PO Box 4654
Kigali – Rwanda

Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le développement (CNUCED)

356. Mme. Nezha Benabbes Taarji-Aschenbrenner
Chef
Section de la Promotion de l'Investissement
Division de l'investissement, de la technologie et du développement des entreprises
CNUCED
Adresse : Palais des Nations CH-1211 – Genève 10
Tél : 00 41 22 907 57 81
Fax : 00 41 22 907 01 97
E-mail : asit@unctad.org
357. M. Xavier Alphaize
Chef de la section du développement des ressources humaines de la CNUCED
CNUCED
Adresse : Palais des Nations CH-1211 – Genève 10
Tél : 00 41 22 917 20 70
Fax : 00 41 22 917 00 50
E-mail : xavier.alphaize@unctad.org

Nations Unies – Genève

358. Mme. Béatrice Labonne
Conseiller principal
Office des Nations Unies
Secteur d'activité : Département des Affaires économiques et sociales
Adresse : Palais des Nations - Annexe I Bureau 72 1211 Genève 10 – Suisse
Tél : 00 41 22 917 11 55
Fax : 00 41 22 917 03 72
E-mail : blabonne@unog.ch
Site web : www.un.org/esa

Programme des Nations Unies pour le développement Bureau régional du PNUD pour les Etats arabes

359. Mme. Rima Khalaf Hunaidi
Sous-Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies
Administrateur assistant et Directeur du Bureau régional du PNUD pour les Etats arabes
Bureau régional du PNUD pour les Etats arabes

Bureau du Coordonnateur résident du Système des Nations Unies au Maroc

360. M. Bouna Sémou Diouf
Représentant résident du PNUD et Coordonnateur résident
du Système des Nations Unies au Maroc
Rabat (Maroc)
Adresse : Casier ONU - Rabat-chellah
Tél : (212 37) 70 35 55 – Fax : (212 37) 70 15 66
E-mail : fo.mar@undp.org
361. M. Mohamed Bouassami
Représentant résident assistant PNUD
Rabat (Maroc)
Adresse : Casier ONU - Rabat-chellah
Tél : (212 37) 70 35 55 – Fax : (212 37) 70 15 66
E-mail : mohamed.bouassami@undp.org

AUTRES ORGANISATIONS ET INSTITUTIONS INTERNATIONALES

African Centre For Applied Research & Training in Social Development (ACARTSOD)

362. Dr. Ahmed S. Fituri
Deputy Executive Director
Tripoli (Libyan Arab Jamahiriya)
Address: P.O Box 80606
Tel : (218 21) 483 51 03 / 483 51 20 - Fax : (218 21) 483 50 66
E-mail : fituri_acartsod@hotmail.com

Arab Organization for Agricultural Development (AOAD)

363. Mr. Ahmed Abouyoub
Chief, AOAD-Rabat Office
Rabat - Chellah (Maroc)
Address: 17, rue Tiddas – B.P. 636
Tel : (212 37) 76 74 76 - Fax : (212 37) 76 04 06
E-mail : aodart@mtds.com

**Association des organisations africaines de
promotion commerciale (AOAPC)**

364. Mme. Badaoui Liliane
Responsable Adjoint Adm/Finances
AOAPC
Secteur d'activité : Promotion commerce intra-african
Adresse : Pavillon international – 3^{ème} étage - Tanger
Tél : 00 212 63 13 04 96
Fax : 00 212 39 93 60 08
E-mail : lilianebadaoui@yahoo.fr

**Banque islamique de développement (BID)
(Bureau régional de Rabat)**

365. Ing. Hani Salem Sonbol
Bureau régional de Rabat
Directeur régional de la BID
Rabat (Maroc)
Adresse : Ave. Imam Malik, Km. 6.4, Souissi
Tél : (212 37) 75 71 91 / 63 63 22- Fax : (212 37) 75 72 60
E-mail : ISDB_RRO@Maghrebnet.net.ma
366. M. Ahmed Ben Ali
Chargé d'opérations, BID
Rabat (Maroc)
Adresse : Ave. Imam Malik, Km. 6.4, Souissi
Tél : (212 37) 75 71 91 / 65 97 51- Fax : (212 37) 75 72 60
E-mail : ISDB_RRO@Maghrebnet.net.ma
367. Mr. Mohamed Karim Ouzir
Responsable de porte-feuille
Société islamique de promotion du secteur privé
Banque islamique de développement
Jeddah

**Centre africain de formation et de recherche administratives
pour le développement (CAFRAD)**

368. Prof. Tijjani Muhammad Bande
Directeur général
CAFRAD
Adresse : BP 310 - Pavillon international – Bd. Mohammed V – Tanger
Tél : 00 212 61 30 72 69 - Fax: 00 212 39 32 57 85
E-mail : cafrad@cafrad.org

Centre islamique pour le développement du commerce (CIDC)

M. Allal Rachdi
Directeur général
Adresse : Ave. des FAR, Tour des Habous, B.P. 13545
Tél. : (212 22) 31 49 74 / (212 61) 35 25 78
Fax : (212 22) 31 01 10
E-mail : icdt@icdt.org

369. M. Aymen Kacem
Expert chargé d'études
Centre islamique pour le développement du commerce (CIDC)
Complexe commercial des Habous
Ave. des FAR – BP 13545 - Casablanca 01
Fax 022 31 01 10

370. M. Mamoudou Bocar Sall
Expert chargé d'études
Casablanca (Maroc)
Adresse : Ave. des FAR, Tour des Habous, B.P. 13545
Tél. : (212 22) 31 49 74 / (212 61) 35 25 78
Fax : (212 22) 31 01 10
E-mail : icdt@icdt.org - mams44@hotmail.com

Union du Maghreb Arabe (UMA)

371. M. Jamel Boujdaria
Chef de division S.G.U.M.A.
Rabat
Adresse : 14, rue Zalagh Agdal
Tél : (212-37) 67 12 74/ 78/80/ 85
Fax : (212-37) 67 12 53
E-mail : uma@mtds.com

Secrétariat du Centre de développement pour l'Afrique du Nord

Adresse : Pavillon International, Bd. Mohammed V – BP.316 - Tanger (Maroc)
Tél : (212 39) 32 23 45/ 46 /47 - Fax : (212 39) 34 03 57
E-mail : srdc-na@uneca.org

372. Prof. Abdelouahab Rezig
Directeur du CDSR

373. M. Patrick Bugembe
Economiste principal

374. M. Abdelilah Ouaqouaq
Economiste principal

- 375. Mme. Aimée Andrianasolo
Economiste
- 376. Mme. Semia G. de Tapia
Economiste
- 377. M. Christophe Bandaogo
Economiste
- 378. M. Abshiro Berhanu
Chargé de l'administration et des finances
- 379. M. Nabil Doumi
- 380. M. Gaafar M. El Bushra
Traducteur
- 381. M. Mohammed Mosseddek
Assistant de recherche
- 382. Mlle Zohra Ben Boubaker
Secrétaire
- 383. Mlle Naima Sahraoui
Secrétaire
- 384. Mme Zakia Kabbaj
Secrétaire
- 385. M. Abdelfetteh Lotfi
Chauffeur
- 386. M. Mohamed Amrani
Messenger